inprecor

correspondance de presse internationale

Bimensuel n° 12 nouvelle série 15 septembre 1977

4ff, 30fb, 2.5fs

USA - URSS

La fin de la détente?



L'usure du « modèle allemand »

inprecor

correspondance de presse internationale **n°12, 15 septembre 1977**

sommaire

N'oubliez pas notre nouvelle adresse :

Inprecor Boîte postale 57 93 101 Montreuil Cedex

Directeur de publication : Jean-François Godchau. Imprimé par Rotographie (Montreuil).
N° de commission paritaire : 59117
ABONNEMENTS : 1 an (25 numéros) - 80 FF; 45 FS ; 650 FB; 17$ Can.
Par avion : USA et Canada - 24$ par an. Pour les autres pays écrire à la rédaction.
VERSEMENT : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les envoyer à Inprecor.

Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

La fin de la détente ?

Depuis un an, un certain nombre de tendances apparues à l'échelle mondiale révèlent une aggravation des tensions entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique. Les plus importantes de ces tendances concernent une nouvelle intensification de la course aux armements par l'impérialisme qui a bloqué la deuxième phase des négociations SALT : l'aggravation du conflit au Moyen-Orient, la multiplication des affrontements militaires en Afrique où l'impérialisme et la bureaucratie sont engagés dans des camps opposés, le refus de l'administration Carter de renouer les relations diplomatiques avec Cuba et d'arrêter le blocus économique de l'île.

Est-ce la fin de la détente ? Est-ce le retour à la "guerre froide" ? Y-a-t-il un élément réaliste dans les cris suspects de la bureaucratie chinoise et de ses porte-parole maoïstes dans les pays capitalistes sur l'imminence du danger d'une troisième guerre mondiale ?

Nous avons délibérément éliminé de l'énumération des changements effectifs de la situation mondiale, les effets de la campagne démagogique de Jimmy Carter sur les "droits humains" violés en URSS et dans les "démocraties populaires", et les prétendus "effets négatifs" que cette démagogie aurait eus sur la détente. Il ne s'agit là que de pure propagande, des deux côtés.

La "détente", de même qu'une rechute éventuelle de la "guerre froide", concerne des intérêts matériels immenses et vitaux tant pour l'impérialisme que pour la bureaucratie. Seuls des naïfs peuvent croire que des décisions d'une telle importance seraient influencées, même marginalement, par des "dénonciations" propagandistes faites à Washington et à Moscou de ce qui est répugnant dans le camp opposé (1).

Ecartons de même des lieux communs comme la référence au fait qu'un président américain démocrate "ne peut pas se permettre" d'être aussi "coulant" à l'égard du Kremlin qu'un président républicain (référence aux retombées lointaines du maccarthysme). N'est-ce pas Truman, Kennedy et Johnson qui ont déclenché les guerres de Corée et d'Indochine, tandis qu'Eisenhower et Nixon y ont mis fin ? Rappelons simplement, pour mémoire, que tant la bombe à neutrons que le missile de croisière (cruise missile) ont été conçus et expérimenté avant que Carter n'accède à la Maison Blanche.

La relance de la course aux armements

Le fait le plus tangible de l'aggravation de la tension internationale, c'est la multiplication des indices d'une relance de la course aux armements par l'impérialisme.

Tout au long de l'année 1976, il y eut une habile préparation des esprits par la presse bourgeoise internationale. Les réunions consécutives de l'OTAN attirèrent l'attention sur le renforcement qualitatif de l'effort d'armement soviétique, qui serait passé de 6-8% du produit national brut soviétique dans les années 60 à 11-13% de ce même PNB dans les années 70. Simultanément, par suite de la fin de la guerre d'Indochine, les dépenses d'armement des USA seraient tombées de 9% du PNB en 1967 à 5,6% en 1974 (voir les rapports de l'état-major militaire de l'OTAN aux ministres de la Défense nationale de l'Alliance du 10.6.1976, complaisamment étalés dans la grande presse). Un livre à sensation du général belge Close, "L'Europe sans défense ?", affirmant que les Russes pourraient atteindre le Rhin dans les 48 heures semant une véritable panique dans les milieux bien-pensants.

Depuis lors, il y eut un ouvrage du Brookings Institute ("Sizing up the Soviet Army" qui abonda dans le même sens, s'efforçant de mettre l'accent sur le caractère de plus en plus "offensif" de l'armement soviétique. Mais cet été, le célèbre Institut international d'études stratégiques de Londres (International Institute of Strategic Studies) publia une étude intitulée "The Military Balance 1977-78" qui conclut sur un bilan plus sobre quant à l'équilibre des forces militaires sur le continent européen. Malgré l'introduction, par l'URSS, d'une nouvelle génération de missiles à têtes nucléaires multiples (les "SS 17", "SS 18" et "SS 19"), disposant d'une précision proche des missiles américains, la qualité de l'armement de l'OTAN reste supérieure à celle des armées du Pacte de Varsovie.

Résultat ? Un nouvel effort de réarmement, une augmentation non négligeable des dépenses militaires des pays impérialistes, étaient ainsi justifiés d'avance. Même l'introduction des missiles Cruise est présentée comme une riposte au déploiement de nouveaux types de fusées terrestres à têtes nucléaires mul-

tiples (MIRV : multiple independently targetable reentry vehicles) par les armées du Pacte de Varsovie en Europe centrale.

Ces efforts pour relancer la course aux armements sont aujourd'hui symbolisés par trois projets :

. Les missiles de croisière. La décision du président Carter de ne pas construire le bombardier géant supersonique B-1 a été accompagnée d'une option en faveur des missiles de croisière, adaptables aussi bien aux navires et sous-marins avec les SLCM (sea launched cruise missile - missile de croisière-lancement mer) qu'aux avions avec les ALCM (air launched cruise missile - missile de croisière-lancement air), et sans doute aussi aux blindés et à l'artillerie de terre. Ces fusées sont des dérivées des fusées allemandes V-1 utilisées vers la fin de la Seconde Guerre mondiale ; mais elles ont une double supériorité par rapport à ces V-1 et aux dérivés antérieurs de ce modèle. Grâce aux progrès de la miniaturisation électronique, elles disposent d'un mécanisme de guidage auto-correcteur qui permet d'atteindre un objectif à 5.000 km de distance avec une marge d'erreur inférieure à 100 mètres (certains disent même à 5 mètres). Grâce au perfectionnement des moteurs à réaction, elles n'utilisent plus qu'une livre de carburant par livre de poussée fournie.

L'importance de ces fusées est évidente, tant du point de vue économique que du point de vue militaire. Comme elles sont relativement bon marché, leur fabrication en très grande série est possible du jour au lendemain. Or, c'est l'ensemble des forces de terre, de mer et de l'air qui peuvent être équipées de ces fusées. Cela donne une possibilité d'accroître dans l'immédiat les dépenses militaires sur une échelle que la fabrication des bombardiers B-1 — très chers, mais produits pour cette raison au compte-gouttes, et ne servant qu'à remplacer d'autres avions — n'aurait jamais pu assurer.

Il ne faut certes pas être un marxiste "mécaniste" pour voir un rapport entre la durée de la récession 1974/75, la lenteur de la reprise économique depuis lors, la menace de retomber dans une nouvelle récession dès l'an prochain ou l'année suivante, et cette reprise de la course aux armements. Qu'il s'agisse bel et bien d'une nouvelle course aux armements avec l'URSS, cela ne fait pas non plus de doute. Dans le "Scientific American", Kosta Tsipis écrit : "Il est presque certain qu'un déploiement de fusées stratégiques de croisières aboutirait à un contre-déploiement du côté russe. Pis, le développement par les Etats-Unis d'un tel système d'armes valoriserait le concept de missile de croisière pour d'autres nations qui désirent disposer d'un vecteur de lancement (de têtes nucléaires) bon marché et précis, ce qui les convaincrait de développer une fusée similaire, capable d'atteindre les Etats-Unis. Ce pays serait alors obligé de créer un système de défense antiaérienne coûteux, non seulement contre des fusées soviétiques du type croisière mais aussi contre des fusées du même type d'autres pays. (L'auteur pense manifestement en premier lieu à la Chine). ("Scientific American" février 1977)

Il semble bien que la mise sur chantier de production massive de missile de croisière soit l'un des obstacles principaux pour aboutir à une résultat dans la deuxième partie des négociations SALT. En effet, le résultat principal de la première tranche d'accords (l'accord Ford-Brejnev conclu à Vladivostok en novembre 1974), fut de limiter à 2 400 le nombre de "véhicules porteurs" d'armes stratégiques (2). Les missiles de croisière sont-ils des vecteurs d'armes tactiques ou d'armes stratégiques? En fait, vu leur extrême adaptabilité et leur prix bas, elles peuvent être transformées de l'un à l'autre, et ce dans les deux sens. C'est pourquoi le Kremlin réclame qu'elles soient inclues parmi les véhicules porteurs d'armes stratégiques, tandis que le Pentagone refuse d'accepter cette proposition. D'où l'impasse de SALT-2...

On ne peut pas exclure d'avance l'hypothèse qu'il s'agisse, en définitive, d'un gigantesque marchandage, et qu'un compromis sur la limitation des fusées type missile de croisière finira par être conclu (3). Mais il est clair que dans le climat économique fort changé dans les pays impérialistes, il n'y a plus le même intérêt qu'au début des années 70 pour une limitation systématique des dépenses d'armement. La peur de l'impérialisme de voir l'économie soviétique, avec son plein emploi et sa croissance régulière bien que ralentie, devenir plus attirante pour les masses occidentales frappées par le chômage et le retour régulier des récessions, peut aussi inciter la bourgeoisie à vouloir imposer des charges supplémentaires à l'économie et au niveau de vie des masses soviétiques, par le truchement d'une nouvelle tranche de course aux armements.

Finalement, il y a une certaine logique interne du développement technologique, qui conduit à des sauts qualitatifs dans l'innovation de l'industrie d'armements, après des paliers au niveau desquels celle-ci reste figée pendant certaines périodes. Il est difficile, sinon impossible, de refuser cette logique s'il n'y a aucune garantie que le camp adverse n'en fasse pas autant.

Vu le caractère antagonique des deux systèmes sociaux, et le jeu incontrôlable de la loi du développement inégal en matière technologico-industrielle, cette garantie ne peut jamais être acquise. Dès lors, la portée réelle de l'accord SALT-1, comme le contenu réel de la "détente", c'est une certaine rationalisation et limitation — dans l'intérêt mutuel— de la course aux armements, mais non sa suppression.

Le fait même que, malgré la "détente", la course aux armements ait continué à se dérouler, fût-ce à un rythme ralenti, impliquait dès le départ le risque d'un renversement de tendance, dès qu'une nouvelle "percée" technologique était acquise. Ce risque s'est maintenant réalisé.

La bombe à neutrons. Là encore, il s'agit d'un "saut qualitatif" qui nécessiterait le remplacement de tout l'arsenal d'armes nucléaires tactiques, ce qui implique de nouveau de justifier, à court et à moyen terme, un accroissement considérable des dépenses militaires. Que la "bombe à neutrons", qui épargne les bâtiments ("la propriété privée") tout en tuant les hommes, soit cyniquement conforme à la logique du capitalisme cela va de soit. Il n'en reste pas moins vrai que d'un point de vue militaire, le caractère plus ou moins "efficace" d'une nouvelle forme de tuerie atomique par rap-

port à l'ancienne étant admise par les états-majors son emploi par l'OTAN conduira à sa fabrication en URSS, voire en Chine. Voilà encore une fois une nouvelle phase de la course aux armements qui est lancée.

. La fabrication de nouvelles armes hyper-sophistiquées par les impérialismes européens, notamment ouest-allemand. Ce développement a reçu moins d'attention de la part de la presse mondiale que le missile de croisière ou la bombe à neutrons. Il ne s'agit pas moins d'un événement important, qui, à sa manière, marque aussi un tournant dans l'évolution de la situation mondiale.

En effet, l'industrie de guerre ouest-allemande (associée dans plusieurs cas à celle d'autres pays membres de la CEE) a développé, indépendamment des Etats-Unis, des "armes miracles" dans la catégorie des armes dites classiques, qui pourraient bien bouleverser certains aspects de l'art militaire et qui, de toute manière, entraineront des ripostes du côté soviétique, c'est-à-dire aboutiront également à une nouvelle étape de la course aux armements. Citons seulement deux exemples : une bombe "non-nucléaire" de la même force explosive que la bombe atomique qui a détruit Hiroshima; un nouvel hélicoptère antiblindé pratiquement invulnérable dans l'état actuel de la technique. La combinaison de ces deux armes permettrait de détruire une division blindée entière par une seule attaque aérienne.

Ceux qui ont cru ou qui croient que les progrès financiers, industriels et techniques de l'impérialisme européen ne modifieront jamais la situation militaire du fait de la suprématie écrasante de l'impérialisme américain dans ce domaine, ont commis une lourde erreur, qu'ils se situent dans le camp bourgeois, dans celui de la bureaucratie, ou dans celui du mouvement révolutionnaire. Toute l'histoire contemporaine, et le jeu de la loi du développement inégal confirme le contraire. A la longue, toute contradiction par trop flagrante entre puissance en capital et en productivité industrielle d'une part, et faiblesse militaire d'autre part, finit par être effacée. Nous ne disons pas que le moment est déjà venu où cela commence à se produire sur une grande échelle en Europe. Mais les derniers progrès de l'industrie d'armement allemande (et franco-allemande, et germano-franco-italo-britannique) sont révélateurs d'une tendance à long terme.

L'échec de la détente au Moyen-Orient

Vu l'alliance étroite de l'impérialisme américain avec l'Etat sioniste, et l'engagement massif de la bureaucratie soviétique en Egypte, en Syrie et en Irak au moment de la guerre du Kippour, le risque de voir la prochaine manche de la guerre israélo-arabe dégénérer en conflit direct entre des forces armées américaines et soviétiques était inscrit dans l'évolution de la situation au Moyen-Orient. Aussi, l'effort pour arriver à un compromis acceptable pour les classes dominantes arabes et le Kremlin dans cette zone faisait-il partie du "grand dessein" de la détente vue par Brejnev.

Le bilan, aujourd'hui, est celui d'un échec total, indépendamment du fait de savoir s'il y aura ou non formellement une nouvelle session de la "Conférence de Genève". La base du compromis imaginé par la bureaucratie soviétique, ce fut la création d'un Etat palestinien croupion en Cisjordanie. Il apparaît maintenant clairement que l'establishment sioniste n'a jamais été prêt à accepter cet Etat, même croupion. Il a fallu l'arrivée au pouvoir de Menahem Beghin, le responsable du massacre de Deir Yassin qui avait pour but de faire fuir les Arabes de la "terre promise" du sionisme, pour révéler à quel point l'impérialisme américian était attaché à l'establishment sioniste, quelle était la limite de sa volonté d'exercer une "pression réelle" sur Tel-Aviv (même en présence d'une pression réelle, l'Etat-colons a d'ailleurs ses intérêts propres à défendre et est prêt à les défendre coûte que coûte, même au prix d'un chantage à la guerre mondiale.

Dès lors, la bureaucratie soviétique et les classes possédantes arabes ont, aux yeux des masses arabes, joué un gigantesque jeu de dupes. Ils ont massacré et écrasé en grande partie la résistance palestinienne au Liban. Ils ont divisé et démobilisé les forces anti-impérialistes au Moyen-Orient. En échange de cela, ils n'ont reçu aucune contre-partie politique. Le seul élément "positif" qu'ils pourraient aligner, ce sont quelques fournitures d'armes impérialistes aux gouvernements arabes prêts à entrer dans le jeu impérialiste, fournitures bien plus réduites que celles obtenues par l'Etat sioniste et qui augmentent par ailleurs leur dépendance par rapport à l'impérialisme.

Il en résultera forcément une énorme et nouvelle vague de frustration du nationalisme arabe, qui, jointe à la crise sociale qui monte en Egypte, en Syrie, au Soudan, en Irak et dans d'autres pays arabes, risque de créer des problèmes encore plus graves pour Sadate et compagnie, pour Brejnev et pour tous leurs complices dans ce mauvais coup. D'où la nécessité pour le Kremlin de hausser le ton, de réaffirmer avec force sa solidarité avec la lutte de libération du peuple palestinien et des peuples arabes. D'où une nouvelle tension au Moyen-Orient après la fausse "détente" des années précédentes. D'où le risque sérieux d'une guerre préventive de l'Etat sioniste. Etc.

L'aggravation des tensions en Afrique

La défaite subie par ce que tout le monde appelle aujourd'hui les "forces pro-occidentales" dans la guerre civile en Angola a été durement ressentie à Washington et dans les capitales impérialistes en Europe. La solidarité internationale que Cuba a manifestée à cette occasion à l'égard de la révolution angolaise y a incontestablement joué un rôle important. Il est difficile de supposer que Fidel Castro ait agi à cette occasion contre la volonté du Kremlin. Mais il n'est pas établi qu'il ait été simplement l'exécutant d'une décision prise à Moscou.

La bureaucratie soviétique ne s'est jamais départie de son attitude hyper-prudente, dès qu'un conflit direct avec les forces impérialistes était possible. L'hypothèse la plus vraisemblable, c'est donc que Cuba, déjà engagée depuis l'époque du "Che" dans l'appui à la guérilla en Angola et au Zaïre, ait considérablement étendu ces opérations d'appui (facilitées par la présence de nombreux noirs dans les forces armées révolutionnaires cubaines) et que Moscou ait couvert l'initiative après

coup. La décision de la bureaucratie soviétique comportait un certain risque. Mais elle a dû penser qu'après le choc traumatique de la guerre d'Indochine, l'impérialisme américain n'était pas prêt à risquer un deuxième Vietnam en Afrique, du moins pas à court terme.

De là, le conflit s'est rapidement étendu au point de devenir en partie incontrôlable par les deux "superpuissances". L'impérialisme américain était bien décidé à éviter à tout prix un deuxième défaite angolaise. Il a combiné à cette fin une double opération : — créer des relais pro-impérialistes sur place, capables d'intervenir rapidement en cas de besoin (l'armée sud-africaine occupe à ce propos une place de choix, l'armée marocaine et l'armée égyptienne devront jouer un rôle analogue, des interventions-éclair de forces impérialistes européennes ont été pratiquées lors du "conflit du Shaba" qui semble avoir été fait sur mesure pour expérimenter une telle opération) : — "désamorcer" la bombe Zimbabwe-Namibie qui permettrait la répétition de la guerre civile angolaise dans les pires conditions pour l'impérialisme américain, c'est-à-dire comme un affrontement ouvert entre racistes blancs et masses africaines, ce qui rendrait toute intervention américaine politiquement désastreuse du fait de ses répercussions énormes au sein des masses noires aux Etats-Unis.

Toute cette nouvelle orientation plus "interventionniste", plus agressive de l'impérialisme américain (et des impérialismes européens, soucieux de défendre y compris contre la concurrence US ce qui leur restait de leurs anciennes chasses gardées sur le continent africain), provoqua un enchevêtrement de conflits croisés, dans lesquels la bureaucratie soviétique fut entraînée bon gré mal gré (il est bien probable que le limogeage de Podgorny soit lié au rôle de pointe qu'il a joué dans certains engagements africains du Kremlin). Le renversement d'alliance de la Somalie, la guerre civile en Ethiopie, l'agression de l'Egypte contre la Lybie, l'engagement du Soudan contre l'Ethiopie, la crise du régime Mobutu au Zaïre, le conflit entre la Somalie et le Kenya, les remous autour de l'Ouganda et les tentatives d'éliminer le régime d'Amin Dada par des coups d'Etat, la dissolution de l'Union est-africaine, l'engagement des gouvernements de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) d'appuyer le Front patriotique du Zimbabwe au moment même où ils négocient un compromis avec l'impérialisme qui réintroduirait des troupes impérialistes au Zimbabwe, tout cela crée un invraisemblable imbroglio dans lequel la bureaucratie soviétique risque de laisser en tout cas des plumes, s'étant manifestement engagée sur trop de fronts à la fois.

Il ne faut d'ailleurs pas écarter l'hypothèse que malgré l'importance stratégique de certains de ces engagements — la flotte soviétique considérablement renforcée au cours de la dernière décennie, a besoin de points de ravitaillement amis dans la mer Rouge et dans l'océan Indien et l'amiral Goltchikov, dont certains affirment qu'il est aujourd'hui le principal stratège naval de par le monde, dispose sans doute d'un poids particulier au sein de la fraction militaire de la bureaucratie— ils seront en définitive traités comme monnaie d'échange par le Kremlin dans ses marchandages et négociations planétaires avec l'impérialisme.

La montée révolutionnaire en Europe capitaliste coïncide cette fois-ci avec l'extension du phénomène de l'eurocommunisme c'est-à-dire une autonomie plus grande des PC européens par rapport à Moscou (à l'exception de celui du Portugal, mais pour combien de temps encore ?). Washington est parfaitement au courant de cette situation, et sait que Moscou n'a plus grand chose à offrir sur ce front-là (si les PC virent à droite, ils le font pour leurs raisons propres, et indépendamment de toute contre-partie que pourrait réclamer le Kremlin).

Cela affaiblit la capacité de marchandage de la bureaucratie, qui cherche donc à compenser cette faiblesse par des positions dans d'autres zones du monde qu'elle pourrait "négocier" dans le cadre d'un nouvel accord global avec l'impérialisme américain.

Quoi qu'il en soit, dans l'immédiat, l'aggravation de la tension au Moyen-Orient comme l'aggravation de la tension en Afrique, vont évidemment dans le sens opposé à celui de la "détente". Il en va de même du refus imprévu (et temporaire ?) de Washington de lever le blocus qui frappe Cuba et de renouer des relations diplomatiques avec le gouvernement de Fidel Castro. L'impérialisme semble avoir posé un ultimatum brutal qui ne correspond pourtant guère aux rapports de force donnés : engagement ferme d'un retrait total de Cuba (fût-ce par étapes) d'Afrique, avant que les relations américano-cubaines ne puissent se normaliser. C'est une lourde déception et pour Moscou — à qui le blocus économique de Cuba par les USA coûte très cher — et pour La Havane qui s'était efforcée de faire preuve de modération en Amérique Latine (notamment dans l'affaire du Canal de Panama) pour obtenir la levée du blocus. C'est de nouveau un signe que la lune de miel de la "détente" est passée. Elle n'aura duré que l'espace d'un printemps.

Les limites du commerce Est-Ouest

Il y a finalement un phénomène économique qui a également freiné l'ampleur et la durée de la "détente" : ce sont les limites apparues à une expansion continuelle du commerce Est-Ouest, limites d'ailleurs prévues et analysées à l'avance par notre mouvement.

A la base de la "détente", il y avait aussi une considération d'intérêts économiques réciproques. L'impérialisme, qui voyait venir la crise économique, avait besoin de marchés supplémentaires, surtout pour ses biens d'équipement. La bureaucratie soviétique qui est de moins en moins en état de contrôler le mécontentement des masses de son "glacis" et de son propre pays par la seule répression, avait besoin de technologie et de moyens supplémentaires pour accroître la production de biens de consommation de qualité.

Incontestablement, pendant cinq ans, l'expansion du commerce Est-Ouest a été rapide. Les marchés de l'Est ont permis à l'impérialisme — surtout aux impérialistes européens d'ailleurs — de compenser en partie le rétrécissement des marchés occidentaux durant les années de la récession. Mais une disproportion est vite apparue. Les ventes des pays impérialistes aux Etats

ouvriers bureaucratisés augmentent beaucoup plus vite que les ventes de ces Etats à l'Occident. La raison en réside dans le caractère peu compétitif des biens industriels vendus par l'Est (sauf ceux de qualité modeste, vendus à des prix de dumping et contre lesquels s'organise alors immédiatement le protectionnisme des pays capitalistes) et dans la pénurie relative qui frappe de plus en plus les matières premières soviétiques qu'on croyait "inépuisables" il n'y a guère. Dans ces conditions, toute expansion du commerce Est-Ouest se solde par un accroissement de la dette des Etats ouvriers vers les pays impérialistes, dette qui a déjà dépassé les 40 milliards de dollars et dont la dynamique semble assez effrayante :

"Les perspectives de la dette dépendent donc aussi bien du fait de savoir si l'Ouest achètera considérablement plus de marchandises en Europe orientale et du fait de savoir si l'Est est en mesure de les fournir. A l'Ouest, des résistances de marché et des pressions pour ériger des barrières à l'importation sont déjà apparentes pour un large éventail de produits. Et à l'Est, il y a peu d'indices jusqu'ici que la production, qui résulte de l'importation de biens d'équipement et de technologies, soit destinée à accroître de manière sensible les exportations vers les pays à devises fortes...



"Des projections arithmétiques directes démontrent qu'au rythme actuel de ventes de l'or (par l'URSS) et de revenus 'invisibles' (revenus provenant du tourisme, des frets, etc.), et compte tenu de la charge croissante du service de la dette, cette dette ne cesserait de croître rapidement que s'il y avait un renversement notable de la balance commerciale Est-Ouest.

Si les mouvements commerciaux restaient jusqu'en 1980 ce qu'ils étaient en 1976, la dette s'élèverait à près de 90 milliards de dollars en 1980. A l'opposé, même si les importations et les dépenses 'invisibles' stagnaient au niveau de 1976, rien que pour éviter toute nouvelle aggravation de la dette avant la fin de 1980, il faudrait que l'URSS accroisse ses exportations vers les pays à devises fortes de plus de 10% par an..."
(Richard Portes in : "Foreign Affairs", juillet 1977)

Ces perspectives de stagnation relative du commerce Est-Ouest – ou du moins de ralentissement sérieux de son taux de croissance – freinent à leur tour l'enthousiasme pour la détente dans les milieux impérialistes. La tentation de substituer à ce commerce en relative stagnation une "explosion" des dépenses d'armements qui, pour être acceptée par "l'opinion publique" des pays impérialistes, exige une changement du climat de "détente", est donc évidente.

Il faut souligner à ce propos la différence d'accent entre les impérialismes européens et l'impérialisme US qui constitue un renversement total de la situation d'il y a cinq ans. Aujourd'hui, ce sont Helmut Schmidt, Giscard d'Estaing, Callaghan et Andreotti qui s'inquiètent des "ardeurs excessives et irréalistes" de Jimmy Carter pour la "défense des droits de l'homme" en URSS (5). Ces différences d'accent n'ont rien à voir avec une ardeur plus ou moins grande à l'égard des droits de l'homme. Elles sont en relation directe avec les gains plus ou moins importants que les uns et les autres ont obtenus (et espèrent obtenir) du commerce Est-Ouest. Les deux seuls principes moraux en cause s'appellent dollars et cents (ou faudrait-il dire plutôt par les temps qui courent, deutsche mark et francs suisses ?)

Ce qui n'a pas changé

La détente a donc incontestablement du plomb dans l'aile. Mais cela n'implique pas pour autant qu'on en revienne à la guerre froide à proprement parler. Il ne s'agit, somme toute, que d'une modification marginale de la situation internationale, de même que la détente, même au moment de sa plus belle envolée, ne déplaçait que des pions mineurs sur l'échiquier international.

Il y a en effet des constantes de la situation internationale qui n'ont guère été modifiées au cours de ces quinze ou vingt dernières années :

1) La différence entre le régime socio-économique dominé par l'impérialisme et les Etats ouvriers bureaucratisés est une différence qualitative qui rend "l'interpénétration" ou le "condominium" impossibles. Tout pays qui passe d'un régime à l'autre constitue une perte (ou un gain) quasi absolu pour l'un ou pour l'autre. C'est pourquoi l'impérialisme continuera à s'opposer par tous les moyens, y compris la violence armée, à la suppression de la propriété privée sur un point quelconque du globe. La bureaucratie soviétique est de même obligée de se défendre (et de s'armer à cette fin) contre toute tentative de réintroduire le régime de la propriété privée dans un pays de sa propre zone d'influence où il a été supprimé.

2) La capacité de destruction nucléaire mutuelle entre l'Ouest et l'Est rend une guerre mondiale nucléaire (guerre-suicide), déclenchée délibérément par l'impérialisme, vraisemblable seulement en cas de situation immédiatement désespérée et sans issue pour la bourgeoisie américaine, – perspective qui est fort éloignée encore de la situation actuelle du grand capital des Etats-Unis. En outre, la conscience qu'a acquise

une bonne partie du peuple américain du caractère suicide d'une telle guerre subordonne la possibilité pour la bourgeoisie de la déclencher sans révolte des masses à la destruction préalable des possibilités de mobilisation, — c'est-à-dire à l'établissement préalable d'un régime fasciste ou semi fasciste aux Etats-Unis. Les conflits — réels — entre les pays impérialistes et les Etats ouvriers bureaucratisés resteront donc pendant toute une période historique en-deçà du seuil d'une guerre mondiale.

3) Cette analyse, qui rend compte de la réalité complexe des relations internationales depuis la fin de la "guerre froide", c'est-à-dire depuis vingt-cinq ans, ne cède guère aux illusions de "l'équilibre de la terreur". Aussi longtemps que survit l'impérialisme, se poursuivent les guerres "locales" sanglantes. Aussi longtemps que se poursuit la course aux armements nucléaires, la panoplie des armes nucléaires "tactiques" se perfectionne et le danger de leur emploi dans des guerres "locales" s'accroît. Aussi longtemps que s'étend l'armement nucléaire "tactique" et se multiplient les risques de leur emploi "localisé", se maintient le danger de la transformation de ces guerres "locales" en une guerre nucléaire mondiale par panique, emballement ou simple erreur, indépendamment d'un projet délibérément conçu par la direction politique de la bourgeoisie des Etats-Unis. Seul le désarmement nucléaire de la bourgeoisie — la suppression du régime capitaliste — peur sauver l'humanité du cauchemar d'une destruction nucléaire. Et ce désarmement ne peut s'effectuer qu'au sein même de ces pays, par leur prolétariat, ce qui s'applique également aux Etats-Unis.

4) La bureaucratie soviétique est une force essentiellement conservatrice, désireuse de maintenir et de consolider le statu quo social à l'échelle mondiale. Cela n'exclut pas qu'à l'occasion, elle ne cherche à étendre son pouvoir et ses privilèges. Mais elle ne le fait que si c'est réalisable sans menacer sa position en URSS même (c'est-à-dire quand elle peut le réaliser essentiellement par des moyens militaro-bureaucratiques, sans déclencher une révolution de masse qui se répercuterait sur l'activité et la conscience du prolétariat soviétique) et en accord fondamental avec l'impérialisme (partage des zones d'influence). Ces occasions sont manifestement exceptionnelles. Pour l'essentiel et dans son ensemble, la politique étrangère de l'URSS vise à maintenir et non à modifier fondamentalement le régime socio-économique du "camp socialiste" et du "camp capitaliste" de peur de bouleverser "l'équilibre" entre ces deux camps. Voilà le fondement conservateur et la portée objectivement contre-révolutionnaire de la politique de "coexistence pacifique", qu'il ne faut pas confondre avec le désir justifié d'éviter une guerre mondiale nucléaire, guerre-suicide pour le genre humain.

5) L'accentuation de la concurrence inter-impérialiste, la crise du système impérialiste international, la modification des rapports entre le capital impérialiste et la bourgeoisie des pays semi-coloniaux les plus développés, l'émergence d'une crise sociale profonde dans les pays capitalistes d'Europe qui évolue vers une crise prérévolutionnaire ou révolutionnaire au moins dans plusieurs pays de l'Europe du sud-ouest, exprime bien le déclin relatif de l'impérialisme américain et son impuissance croissante à contrôler militairement et politiquement la stabilité interne du camp capitaliste. La nouvelle étape de la crise du stalinisme depuis le "printemps de Prague" et l'invasion de la CSSR par les troupes du Pacte de Varsovie — nouvelle phase dont l'apparition de l'eurocommunisme n'est qu'une manifestation parmi d'autres — exprime un déclin parallèle de la capacité de la bureaucratie soviétique à contrôler politiquement et militairement la stabilité interne de sa zone d'influence, et surtout de sa capacité politique à canaliser l'essentiel des forces vives de la révolution des pays semi-coloniaux, vers des voies de maintien des structures capitalistes (effort de canalisation qu'implique sa stratégie de coexistence pacifique).

Les flux et les reflux de la "politique de détente" se placent dans ce cadre permanent dont ils ne modifient pas les données essentielles. Ils sont donc d'une importance toute relative.

20 août 1977.

1) Dans son discours de bienvenue à Tito, prononcé à Moscou en août 1977, Brejnev a bruquement feint d'oublier le caractère "provocateur" de l'offensive Carter sur les "droits de l'homme" en URSS et a salué le caractère "réaliste" de ses dernières initiatives dans le domaine des relations Est-Ouest.
2) Sur le contenu de l'accord issu de la première manche des négociations SALT, voir l'article de Jon Rothschild dans "Inprecor" n° 5/6 du 3 août 1974.
3) Dans la "Pravda" du 20 avril 1977, Juri Zukov cite l'interview accordée par le ministre américain de la Défense, Harold Brown, au commentateur de la télévision Martin Agronski, dans lequel il répond à la question : "Qu'arrivera-t-il si les négociations (avec l'URSS) aboutissent à un échec ?" par la formule suivante : "Nous serions obligés de mettre en marche des choses que nous pensons de toute façon (sic) devoir entreprendre." Zukov interprète l'ensemble de la tactique américaine au cours des négociations SALT-2 de la manière suivante : "...l'exigence d'un désarmement unilatéral de l'URSS avec comme contre-prestation la promesse vague que les Américains renonceront au développement de quelque nouveau système d'arme." L'allusion au missile de croisière est transparente.
4) Analysant la "bombe à neutrons" dans l'hebdomadaire britannique conservateur "Spectator" (23 juillet 1977), Julian Critchley rappelle que le quartier général de l'OTAN de même que le gouvernement ouest-allemand, en approuvent d'avance le déploiement et affirme péremptoirement : "D'un point de vue militaire, les têtes à neutrons (des fusées) se justifient."
5) Voir l'interview accordée par Giscard d'Estaing à l'hebdomadaire américain "Newsweek" (n° du 25 juillet 1977), dans lequel celui-ci affirma sans ambages : "La politique étrangère de M. Carter... a mis en danger le processus de la détente... (Il y a une méfiance mutuelle, aggravée par (la politique de Carter)... sur les droits humains."

Anna ARMAND

L'usure du «modèle allemand»

Avant les dernières élections législatives, le chancelier Helmut Schmidt s'était fait le commis voyageur du "modèle allemand". Il a présenté à tout le monde, avant tout à ses camarades du Parti travailliste, son pays comme l'exemple à suivre, où grâce au "bon sens" des syndicats et à la bonne collaboration entre le Capital et le Travail, on avait pu réduire considérablement le taux d'inflation. Cela devrait permettre de résoudre le problème du chômage et d'introduire une nouvelle ère de prospérité. La stabilité politique de la coalition social-démocrate-libérale devrait être conservée grâce au rétablissement du plein emploi et à la remontée de la conjoncture.

Mais voici que pour une troisième année consécutive, il y a plus d'un million de chômeurs en Allemagne, et personne ne sait comment réduire ce chiffre. En réalité, plus de 1,7 millions de postes d'emplois ont été supprimés car le nombre de travailleurs immigrés employés en RFA a été réduit de 600 000 environ au cours des trois dernières années. En outre, beaucoup de salariés cessent de travailler dès l'âge de 63 ans, ou même plus tôt, non parce qu'ils ne désirent plus travailler, mais parce qu'ils ne désirent pas devenir chômeurs. Ils préfèrent une retraite inférieure au salaire mais garantie, à un emploi incertain. De nombreuses femmes qui travaillèrent à mi-temps sont rentrées au foyer parce qu'elles ne trouvent plus d'emploi.

Le PNB augmente, le chômage demeure

Ce qui est curieux dans cette situation, c'est que les statistiques de l'année 1976 indiquent une croissance du produit national brut en termes réels – c'est-à-dire de la masse des marchandises et services – de 5,6% et un accroissement de la production industrielle de 6,7%, alors que le chômage persiste aux environs d'un million. Le mystère s'éclaire dès qu'on apprend que l'accroissement du PNB de 5,6% a été accompagné d'un accroissement de la productivité du travail de 5,3% en moyenne dans toute l'économie de 8,3% dans l'ensemble de l'industrie et de 10% dans l'industrie métallurgique. Lorsqu'une même masse de travailleurs peut, dans un même nombre d'heures de travail, pour une masse croissante de biens et de services, il n'y a évidemment aucune nécessité pour le capital d'embaucher des salariés supplémentaires.

Le gouvernement fédéral prévoit pour l'année 1977 un accroissement de la productivité du travail équivalent à celui de 1976. En même temps, il a dû réviser vers le bas la croissance du PNB à un taux légèrement inférieur à 5%. Dans ces conditions, rien d'étonnant qu'on s'attende à 1,5 millions de chômeurs pour l'hiver 1977-78.

Rien d'étonnant non plus si le camp des partis gouvernementaux devient de plus en plus nerveux et que même le parti oppositionnel, les chrétiens démocrates, soit engagé dans un débat interne sur le choix de mesures adéquates contre le chômage. Dans les trois partis, SPD (social-démocrate), FDP (libéral) et CDU (chrétien démocrate - en Bavière CSU), la discussion se déroule autour de deux axes. Selon les uns, il faut accorder au capital de nouveaux stimulants pour accroître les investissements, soit sous forme de subventions directes, soit indirectement par des réductions d'impôts. Pour les autres, il faut réduire la durée du temps de travail global (pas hebdomadaire !), soit en ramenant l'âge de la retraite à 60 ans, soit en prolongeant la durée de la scolarité obligatoire, soit en prolongeant la durée des congés payés (la confédération syndicale DGB exige 6 semaines de congés payés pour tous les salariés âgés de 30 ans ou plus). Il y a aussi différentes variantes de ces propositions, comme par exemple une réduction générale des impôts pour accroître la consommation, avec simultanément une limitation légale de la semaine de travail à 40 heures. Aujourd'hui, la durée légale du travail est toujours de 48 heures, bien que 90% des salariés ne travaillent plus que 40 heures par semaine en fonction de conventions collectives conclues par branche d'industrie.

Le fait que dans tous les partis, il y a deux fronts qui se soient constitués sur cette question est en soi une preuve de l'insécurité et de l'instabilité que la crise et le chômage ont provoquées en RFA.

Les grands partis perdent leur crédibilité

Ce n'est nullement la seule preuve en la matière. L'enquête récente d'un politologue, le professeur Wildenmann, qui est pourtant partisan de la CDU, admet que les électeurs adoptent de plus en plus une attitude critique, voire négative à l'égard des partis établis. Jusqu'à un quart des électeurs se-

raient prêts à accorder leurs voix à un "anti-parti" du type du groupement de M. Glistrup au Danemark, lors de nouvelles élections législatives. 34,4% des sympathisants potentiels d'un tel "parti de la protestation" se recruteraient au sein de la classe ouvrière. Un tiers des électeurs CDU et FDP, et "seulement" 21,5% de l'électorat social-démocrate (traditionnellement beaucoup plus stable) inclinent en faveur d'un tel parti qui n'existe pas encore. Les membres des syndicats et ceux qui s'orientent vers l'Eglise restent par contre plus liés aux structures de parti existantes.

Les causes du discrédit qui frappe les "partis établis" sont certes multiples, le chômage et le poids croissant des impôts en sont une cause importante. Mais une coalition social-démocrate-libérale qui a formé un gouvernement dans le but proclamé de réaliser des réformes, puis cherche à réduire les retraites; réduit les remboursements de la sécurité sociale en matière de frais de maladie; est impliquée dans d'innombrables affaires de corruption; doit justifier des affaires d'écoutes illégales du téléphone des particuliers; se voit entraînée dans des conflits avec des centaines de comités de citoyens qui prennent l'initiative contre la création de centrales nucléaires; a fait du mot Berufsverbot (interdiction d'exercer la profession) une parole introduite dans toutes les langues du monde; qui s'attelle à faire baisser le niveau de vie des salariés au profit d'un accroissement considérable de celui des patrons, grands, moyens et petits : pareil gouvernement ne peut que voir se dilapider le capital de confiance qui l'a fait élire.

Par ailleurs une opposition comme celle de la CDU/CSU qui est impliquée dans le même genre d'affaires de corruption partout où elle administre des Etats (Länder) ou des municipalités, qui n'a pas pu avancer un projet crédible de solution des maux qu'elle dénonce, ne peut pas gagner une confiance massive. Voilà pourquoi le même sondage d'opinion publié par le professeur Wildenmann révèle que si les élections avaient lieu "dimanche prochain", la coalition gouvernementale les gagnerait encore avec une avance de 0,4% sur la CDU/CSU. N'empêche que le prestige des trois partis représentés au Bundestag a diminué de manière sensible par rapport aux élections de 1969, de 1972 et de 1976.

La situation réelle de la classe ouvrière

Selon une enquête de l'Institut allemand d'investigations économiques (Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, DIW), les revenus nets par ménage (y compris les ménages composés d'une seule personne) ont augmenté de 14% en 1976 par rapport à 1975 lorsqu'il s'agit de ménages de travailleurs indépendants (revenu net moyen mensuel en 1976 : 2 850 dollars).

Le revenu net des employés a augmenté de 4% et atteint 1 170 dollars. Celui des ouvriers a également augmenté de 4% et atteint 1 000 dollars par mois. Revenu net signifie revenu après déduction des impôts sur le revenu et des cotisations à la sécurité sociale (revenu net disponible). Si l'on tient compte du fait que le coût de la vie pour un ménage de 4 personnes a augmenté en 1976 en moyenne de 4,6%, on doit conclure que les ouvriers et employés ont eu en 1976 un revenu réel inférieur à celui de 1975, alors que les travailleurs indépendants ont joui d'un revenu réel supérieur de 9,5% à celui de 1975.

Le DIW reproche même à ces travailleurs non salariés d'avoir obtenu un accroissement de profit et de revenus provenant de leur fortune, de 12% sur le plan privé, ce qui ne correspond pas aux "buts déclarés" de la politique gouvernementale, qui cherche à accroître les profits afin de stimuler les investissements. En d'autres termes, des subventions et des réductions d'impôts accordées par la coalition gouvernementale aux patrons ne les ont pas conduits à augmenter leurs investissements, aussi longtemps qu'ils ne sont pas assurés de pouvoir vendre à profit plus de marchandises.

Mais quelle est la répartition des revenus en RFA, à propos de laquelle on répand souvent la légende qu'elle aurait "presque" réalisé une société égalitaire de bien-être ? Le mot "société de classe" est devenu tabou non seulement auprès de la plupart des sociaux-démocrates, mais même de nombreux syndicalistes en RFA. Voici cependant la réalité, selon l'enquête du DIW :

- des 22 935 000 ménages, près d'un quart, soit 5,2 millions de ménages, touchent moins de 1 250 DM (530$) par mois; dans cette catégorie aucun menage de travailleurs indépendants n'est classé;
- mais sur les 200.000 ménages qui touchent plus de 10 000 DM (4 350$) par mois, et dont les revenus mensuels moyens dépassent les 20 000 DM (près de 9 000$), 85% sont des ménages de non-salariés.

La "justice sociale" qui fait partie des "valeurs fondamentales" de la social-démocratie, est donc loin d'être réalisée.

Examinons par ailleurs l'évolution des revenus de la classe ouvrière depuis la victoire triomphale de Willy Brandt aux élections législatives de 1972 :

	Evolution de la masse salariale nette nominale	Augmentation du coût de la vie	Masse totale des salaires réels
1972	+ 9,0%	+ 5,3%	+ 3,7%
1973	+ 8,3%	+ 6,8%	+ 1,5%
1974	+ 9,8%	+ 6,9%	+ 2,9%
1975	+ 7,2%	+ 6,1%	+ 1,1%
1976	+ 4,6%	+ 4,6%	+ 0,0%

Mais si l'ont tient compte des travailleurs sans emploi (chômeurs et retraités) dans la répartition du revenu, l'évolution devient encore plus négative :

	Revenu nominal par travailleur	Revenu réel par travailleur
1972	+ 6,5%	+ 1,2%
1973	+ 8,1%	+ 1,3%
1974	+ 9,0%	+ 2,1%
1975	+ 5,7%	- 0,4%
1976	+ 3,4%	- 1,2%

La bourgeoisie a atteint son but

Quels que soient les coups que la crise économique la plus grave depuis les années trente ait assénés à la classe ouvrière — coups qui sont évidemment incomparablement plus faibles que ceux de 1929-32, quand il y eut 6 millions de chômeurs et les travailleurs perdirent un tiers de leurs revenus — du point de vue de la bourgeoisie elle apparaît comme une "purge" bienfaisante :

1.- Le marché intérieur en contraction est partagé grâce à des faillites massives et à des fusions de firmes. Depuis l'automne 1973, près de 30 000 entreprises ont disparu. En 1976 il y eut 400 fusions de grandes entreprises avec un chiffre d'affaires dépassant chacun 50 millions de DM. Aujourd'hui, 116 firmes avec plus d'un milliard de DM de chiffre d'affaires emploient chacune 4 millions de salariés (55% de l'ensemble de la main-d'œuvre de l'industrie) et accaparent 70% de la production industrielle.

2.- Une vague de rationalisation a permis de liquider les réserves de main-d'œuvre dans les entreprises(surtout les employés, dont 380 000 ont été mis au chômage), d'accélérer les cadences, d'introduire des innovations technologiques (notamment les microcircuits et les sensors) ce qui a considérablement réduit les coûts de production.

3.- Les profits sont de manière croissante investis à l'étranger.

4.- Un million de chômeurs pèsent sur la classe ouvrière et contribuent à lui imposer "la discipline sur les lieux de travail".

5.- Même lorsque la mévente règne, les monopoles peuvent se permettre d'augmenter les prix, et ce malgré le fait que les coûts salariaux par unité produite ont diminué. La bourgeoisie ouest-allemande a pu pleinement réaliser le but d'améliorer sa position compétitive politico-économique dans la lutte de concurrence inter-impérialiste, sous le gouvernement social-démocrate-libéral. Le SPD s'en glorifie.

Un reporter de l'hebdomadaire illustré "Stern" a demandé au président du SPD Willy Brandt : " N'est-il pas vrai que l'industrie n'a guère confiance en la social-démocratie ? Si demain un chancelier CDU était au pouvoir, nous aurions peut-être un climat d'investissements meilleur en RFA et donc moins de chômeurs." Willy Brandt répondit: "Pourquoi en serait-il ainsi ? Les industriels devraient être assez intelligents pour comprendre que c'est justement grâce à la coalition entre le FDP et le SPD que la paix sociale règne dans une grande mesure — beaucoup d'observateurs étrangers disent même : le maximum de paix sociale. Y-a-t-il chez nous des grèves de masse et des désordres sociaux ?"

Et la réaction des travailleurs ?

Il est vrai qu'en RFA, les "grèves de masse et les désordres sociaux" n'ont pas atteint le même niveau que dans d'autres pays où la crise a imposé des sacrifices encore plus durs aux travailleurs et où il y avait une tradition de lutte plus fortement enracinée. Cependant, la réponse du président du SPD prend les choses par trop à la légère. Les statistiques publiées par la publication officielle "Wirtschaft und Statistik" (n°2 de 1977) permettent de formuler un jugement plus nuancé.

En 1974, il y a eu 250 352 grévistes avec un total de jour de grève de 1 051 290. Pendant la première année de crise, en 1975, ces chiffres reculèrent à 35 814 grévistes et 68 680 jours de grève. Mais en 1976, ils remontèrent de nouveau à 169 312 grévistes et 533 696 jours de grève.

Il est vrai que plus de 90% des jours de grève de l'année 1976 concernent la grève de l'industrie du Livre, avec lock-out de 112 000 ouvriers des imprimeries. Néanmoins, il y avait en plus 58 000 ouvriers et employés qui ont fait grève, bien plus qu'en 1975. En outre, le grand nombre d'entreprises touchées par la grève doit être souligné: 1 481. Cela reflète un grand nombre de grèves défensives, de courtes durée, contre des tentatives patronales d'imposer une détérioration des conditions de salaires et de travail.

Il ne faut pas non plus oublier que les statistiques officielles sur les grèves n'enregistrent que les conflits de travail auxquels participent au minimum 10 salariés, qui durent au moins un jour et qui causent une "perte" d'au moins 100 jours de travail. Si l'on devait ajouter à cette statistique les 400 000 participants aux brèves grèves d'avertissement dans la métallurgie, le nombre des grévistes en 1976 dépasserait très largement celui de 1975 et de 1974, mais le nombre de journées de grève n'atteindrait pas encore le niveau de celui de 1974.

Autre fait indiquant que le "maximum de paix sociale" dont se vante la direction social-démocrate n'est pas assuré à tout jamais en cas de crise : la grève de l'imprimerie dont la cause a été en dernière analyse la révolution technologique de cette branche entraînant de nombreux licenciements et la transformation des conditions de travail a été le premier conflit officiel dans ce secteur depuis 24 ans '. La dernière grève de l'imprimerie (contre la loi sur les conseils d'entreprise votée par le Parlement à ce moment-là) date de 1952. Il n'y eut ensuite qu'une brève grève d'avertissement de deux heures en 1973.

Les grèves d'avertissement dans l'industrie du bâtiment au printemps 1977 sont un autre indice du changement du "climat social". En 1962, le syndicat des travailleurs de la construction et de la pierre avait conclu un accord avec les patrons de la branche "afin d'assurer le maximum d'efficacité sociale et économique de l'industrie du bâtiment dans l'intérêt du bien commun". Mais au cours des trois dernières années, 400 000 ouvriers et employés ont été éliminés de l'industrie du bâtiment '. Les salaires effectifs des salariés de cette branche sont descendus de la 7ème à la 19ème position dans l'ensemble des branches économiques. Beaucoup d'ouvriers qualifiés ont quitté la profession pour d'autres occupations. Voilà pourquoi cette direction syndicale, pourtant acquise à la collaboration de classe, a été obligée d'organiser des manifestations de protestations massives, auxquelles participèrent 10 000 syndiqués, et même de déclencher des grèves d'avertissement.

Il y eut après cela un accord avec le patronat que l'organe officiel du syndicat "Der Grundstein" interpréta ainsi : "D'après ce que nous avons pu constater, personne n'est vraiment enthousiaste ou même satisfait de cet accord." On a ensuite inter-

rogé les membres, – pratique tout à fait nouvelle pour ce syndicat bureaucratisé. Une majorité se prononça tout de même en faveur de l'accord et contre la grève.

Jusqu'ici, l'année 1977 n'a pas été marquée par une remontée des luttes ouvrières. Les espoirs d'une reprise conjoncturelle qui éliminerait le chômage ont été déçus. Les luttes ouvrières majeures se produisent en général lors d'un changement de la conjoncture (passage de la crise à la haute conjoncture ou vice versa). Sans aucun doute, le rôle de frein de la direction de la plupart des syndicats, qui ont suivi les exhortations du chancelier Helmut Schmidt de lui faire confiance pour qu'il efface les effets de la crise, a également contribué à maintenir une "paix sociale" trompeuse. Car en période de crise, il n'est pas facile pour les travailleurs de déclencher des luttes sans l'appui de leur syndicat, de manière spontanée.

Les attaques verbales de dirigeants syndicaux contre la politique gouvernementale qui imposerait des charges supplémentaires aux salariés et accroîtrait les profits, devraient leur procurer un alibi auprès des adhérents. Mais combien de temps pourront-ils poursuivre cette politique de tromperie, sans se heurter à des difficultés dans leur propre base ? S'il n'y a pas une réduction radicale de la durée du travail grâce à des actions syndicales et des luttes ouvrières dures, afin de réduire considérablement le nombre des chômeurs, quelles seraient les chances de la coalition social-démocrate-libérale d'être réélue ? Jusqu'ici, elle a pu gagner les élections législatives (malgré des échecs lourds aux élections provinciales et municipales), en insistant sur le danger de la solution de rechange, c'est-à-dire un gouvernement CDU/CSU incluant les pires ennemis des syndicats, Franz-Josef Strauss et Dregger. Mais la passivité des syndicats dans la lutte contre le chômage implique le danger de mobiliser les réserves électorales de la droite, alors que celles de la gauche sont refoulées vers l'abstention.

La vague de nostalgie hitlérienne

La dépolitisation de la classe ouvrière allemande par une direction politique et syndicale qui a capitulé idéologiquement devant l' "économie sociale de marché", qui a refusé d'assumer la défense des intérêts de classe des salariés, qui a éliminé les mots d'ordre anticapitalistes de son programme et dont le but avoué n'est plus le socialisme mais un capitalisme "humanisé" – tout cela conduit à la consternation avec laquelle on affronte aujourd'hui la vague de "nostalgie hitlérienne" qui prépare le terrain pour une nouvelle idéologie réactionnaire.

Le SPD et les syndicats ont traité le fascisme en tant que phénomène moral – en dénonçant les brutalités et crimes du fascisme – soit en tant que problème politique : dictature contre démocratie. Mais elle a délibérément obscurci les rapports entre mouvement nazi et intérêts sociaux du grand capital. Et ceci pour deux raisons :

1. Pareille révélation aurait mis l'accent sur la continuité avec laquelle les profiteurs capitalistes du IIIème Reich se sont intégrés dans la démocratie de Bonn.

2. Elle aurait fait découvrir le cadavre caché dans les caves du SPD et des syndicats réformistes : leur capitulation devant les nazis en 1933, leur tentative de sauver "l'organisation" en abandonnant leurs idées et en offrant (en vain d'ailleurs) leurs bons offices aux nazis (la fraction parlementaire du SPD a voté pour la "politique de paix" de Hitler au Reichstag; la direction syndicale a appelé les travailleurs à participer à la "manifestation nationale du Travail" convoquée par les nazis pour le 1er mai 1933).

Comme on n'avait jamais surmonté ces péchés passés, on ne peut guère s'étonner qu'aujourd'hui une nouvelle légende Hitler soit en train de naître. Hitler aurait été "l'expression psychologique des masses" qui lui auraient permis de prendre le pouvoir. Il serait une figure historique de la dimension de Napoléon ? Il serait faux d'affirmer que le grand capital l'aurait porté au pouvoir.

Dès qu'on présente Hitler comme une "personnalité démoniaque" et qu'on rompt les liens entre la montée du mouvement nazi et les buts impérialistes du grand capital allemand, on peut effectivement considérer comme "valables" les moyens avec lesquels les nazis ont par exemple combattu le chômage grâce au "service national du travail", sans susciter le soupçon qu'il s'agit, une fois de plus, d'un service rendu à la grande bourgeoisie.

La continuité de l'histoire allemande, du point de vue des forces réactionnaires qui veulent préparer un Etat autoritaire est ainsi rétablie de la manière la plus facilement imaginable. On a en outre l'avantage de s'appuyer sur "l'opinion publique la plus large", qu'on avait bien jadis confrontée avec les "crimes horribles des nazis", mais qu'on n'avait jamais éduquée quant à la fonction sociale du fascisme, en tant que dernière issue pour le sauvetage du capitalisme.

Le fait qu'aujourd'hui les feuilles de chou de la maison d'édition Springer (le quotidien à sensation "Bild-Zeitung", instrument bourgeois par excellence pour intoxiquer la classe ouvrière et qui est lu tous les jours par 12 millions de personnes) et même des journaux à prétention intellectuelle comme "Frankfurter Allgemeine Zeitung", peuvent se permettre le luxe d'attiser ouvertement une large vague de sympathie pour l'assassin d'otages et SS-Obersturmbannführer, Kappler, est une preuve supplémentaire de la confiance en lui-même accrue et de l'arrogance croissante de l'impérialisme ouest-allemand. Il ne s'agit pas de savoir si on laisse l'assassin de plus de 300 otages, Kappler, mourir dans une prison italienne ou en RFA. Il s'agit du fait qu'on est en train d'en faire une sorte de héros populaire qui confirme non seulement les vieux nazis et les jeunes néo-nazis, mais aussi les "forces conservatrices" qu'on retrouve dans les trois partis établis, dans leur "vision de l'histoire" : Hitler a certes commis des erreurs, mais son but, la lutte contre le bolchévisme, était légitime.

Il serait faux de parler d'un danger fasciste imminent en RFA. Mais la capitulation continue du SPD et de la direction syndicale devant le capital, le manque total de perspectives, l'absence d'un but qui dépasse celui du capitalisme, la lenteur avec laquelle s'effectue le processus de reconstitution

de la "gauche" aussi bien au sein du SPD et des syndicats, qu'en dehors d'eux et surtout le développement hésitant d'une conscience de classe combative dans les entreprises, tout cela accentue les dangers de droite.

Dans le meilleur des cas, cela pourrait conduire à un gouvernement conservateur instable (comme le gouvernement Heath en Grande-Bretagne) si une victoire électorale du CDU/CSU provoque des luttes syndicales. Dans le pire des cas – si les luttes ouvrières continuent à s'éteindre à petit feu –, le "modèle français" pourrait se réaliser où la faillite du gouvernement Mollet a frayé la voie au coup d'Etat gaulliste. Mais le "modèle allemand" d'un "Etat de bien-être réalisant de manière permanente des réformes progressistes", modèle promis par Willy Brandt, est en tout cas mort et enterré.

Les forces de résistance

A trois niveaux des efforts sont en cours pour arrêter une évolution conservatrice ou réactionnaire. Le mouvement des "initiatives de citoyens à la base" réussit à mobiliser des dizaines de milliers de personnes contre la construction de centrales nucléaires et exerce une influence dans les trois partis. Le mouvement de libération des femmes constitue déjà une force en dehors des partis établis, malgré toutes les difficultés qu'il a rencontrées et malgré le fait qu'il ne réussit, pas plus d'ailleurs que les "initiatives des citoyens", à élaborer un projet concernant le changement de la société dans son ensemble.

Le troisième élément est celui des luttes au sein des entreprises. Avec ou sans l'appui de l'appareil syndical, des syndicalistes jusqu'ici isolés s'efforcent de résister à la détérioration des conditions de travail et de vie et de s'opposer aux licenciements. Ce n'est que si ces luttes peuvent s'étendre et se généraliser, si elles acquièrent une perspective commune qu'il y a une chance d'empêcher un retour de manivelle réactionnaire très dangereux.

USA, bas les pattes devant Panama !

Nous publions ci-dessous une déclaration de Catarino Garza candidat du Socialist Workers Party (SWP- Parti socialiste des travailleurs) à l'élection du maire de la ville de New York. Elle exprime la position du SWP sur le problème de Panama.

o o o

Depuis que le Président Théodore Roosevelt a mis la main sur le canal de Panama en 1903, la politique américaine y a montré a nu le visage de l'impérialisme le plus arrogant, raciste et militariste en Amérique Latine.

A présent, le Président Carter espère que son nouveau traité sur le canal va mettre sur ce visage un sourire à pleines dents. Il pense y parvenir en supprimant les clauses de l'ancien traité qui assuraient aux USA une domination "à perpétuité" sur le canal. Un contrôle colonial aussi exorbitant est profondément haî par les masses panaméennes et à travers toute l'Amérique Latine.

Mais en fait le nouvel arrangement de Carter ne fait que perpétuer la domination US par des moyens plus "modernes". L'une des clauses garantit, à jamais, le "droit" pour Washington d'intervenir pour assurer la "neutralité" du canal.

Quelques politiciens de l'aile droite montent une campagne contre le nouveau traité de Carter. Mais c'est là une querelle sans objet. Les politiciens capitalistes des deux côtés ne divergent que sur la meilleure façon de protéger les intérêts économiques et militaires des USA à Panama.

Savoir lequel de ces deux tas de gredins prendra le dessus sur l'autre n'a aucun intérêt pour les travailleurs des Etats-Unis. Des deux côtés nos salaires seront attaqués comme notre emploi ou les droits démocratiques, aussi sûrement qu'ils le font pour le droit à l'autodétermination de nos frères et sœurs d'Amérique Latine.

Eisenhower ne fit pas autre chose quand il déclencha le renversement du gouvernement Arbenz au Guatémala en 1954. Kennedy ne faisait pas autre chose quand il organisa l'invasion de la baie des Cochons contre le Cuba de Castro en 1961.

C'est aussi ce que fit Lyndon Johnson quand il envoya des troupes en république Dominicaine en 1965. C'est aussi ce que faisait Nixon quand il travaillait à la chute du gouvernement Allende au Chili en 1973.

Et c'est ce que tous les présidents – qu'ils soient démocrates ou républicains – ont fait, en écrasant du talon de l'oncle Sam le cou du peuple portoricain.

S'opposant aux machinations de ces grands affairistes politiciens, le SWP propose un plan qui ne comporte qu'un seul point : USA , bas les pattes devant Panama !

Ces politiciens capitalistes avaient pu créer la même confusion dans les premiers temps de la guerre du Vietnam. Mais en éduquant le peuple américain sur l'injustice de la politique US au Vietnam, le mouvement antiguerre de ce pays a réussi à rallier la majorité de la population à ses positions.

Ce mouvement – par des rassemblements, des piquets et des manifestations de rue massives – est devenu assez fort pour lier les mains de Washington au Vietnam.

Notre combat contre les fauteurs de guerre se mène ici, chez nous, pas contre nos frères et sœurs panaméens qui luttent pour se libérer de la domination étrangère.

Franco TURIGLIATTO

Le PCI : de la «non-confiance» à la «coresponsabilité»

Après trois mois de discussions et de rencontres bilatérales et multilatérales, les six partis de ce que l'on appelle en Italie l'arc constitutionnel sont arrivés cet été à un "accord programmatique" sur la manière d'affronter la crise sociale et politique du pays (1). Ces partis ont alors soumis à la Chambre des députés une motion récapitulant les points de l'accord, texte qui fut approuvé par une large majorité bien que des abstentions significatives venues de la droite comme de la gauche soient apparues. Cette motion constitue maintenant la plate-forme de base selon laquelle le gouvernement démocrate chrétien de Giulio Andreotti a promis de gouverner pendant les prochains mois.

Que contient cet accord politique ? En quoi diffère-t-il de la formule de "gouvernement par l'abstention" à laquelle le gouvernement démocrate chrétien minoritaire doit sa survie et cela uniquement grâce à l'abstention au Parlement des partis communiste et socialiste et qui a prévalu jusqu'à maintenant ? Cet accord représente-t-il un réel pas vers le "compromis historique" réclamé par la direction communiste ? Quelles répercussions aura-t-il sur le mouvement de masse ?

En fait cet accord est un pas de plus dans la politique de collaboration de classe du PCI qui soutient les plans de la bourgeoisie pour surmonter la crise économique et sociale. L'accord est une version plus achevée de la formule de l'abstention. Il ne va donc pas jusqu'à l'intégration du PCI au gouvernement, mais il accorde au Parti communiste une part de responsabilité accrue dans les décisions gouvernementales.

Le PCI peut par conséquent le considérer comme un nouveau petit pas en avant dans sa marche à la coresponsabilité gouvernementale, bien que, comme il a dû le spécifier, son objectif — la constitution d'un gouvernement rassemblant tous les partis signataires de l'accord et dans lequel le PCI participerait à part entière — reste à atteindre. La façon dont l'accord fut obtenu a satisfait les deux principaux partenaires, la Démocratie chrétienne et le PC, tandis que leurs partenaires plus petits en sont moins contents; ayant peu de marge de manœuvre, ils se sont trouvés coincés entre les deux "gros" partis. Quelques éléments rebelles tentèrent cependant de relever la tête mais au bout du compte ils durent accepter les règles du jeu.

Les démocrates chrétiens purent présenter l'accord à leurs électeurs et à leurs secteurs les plus conservateurs comme un résultat ne contredisant pas leur refus de laisser les communistes accéder au gouvernement. Au contraire, selon la direction de la Démocratie chrétienne, il permet de développer une stratégie de confrontation avec l'adversaire en partageant ouvertement la responsabilité de certaines décisions prises contre la classe ouvrière. De plus, la Démocratie chrétienne garda continuellement l'initiative durant les négociations, les menant selon ses propres prositions, faisant du chantage sur ses partenaires de gauche et n'accordant pratiquement rien sur les points principaux.

Bien que le PCI n'ait que peu, voire rien, gagné en termes de contenu au cours des négociations (à part des déclarations abstraites de bonnes intentions) la direction est satisfaite dans la mesure où elle ne pouvait tolérer davantage la situation de "pat" dans laquelle elle se trouvait. Le mécontentement à la base bien que tardif et confus grandissait. La direction devait passer à l'action, elle avait besoin de quelque chose qu'elle pourrait présenter aux militants de base en disant : voilà vous pouvez constater que notre tactique prudente est correcte, même si ce n'est que lentement, nous nous rapprochons du gouvernement; la forteresse que la Démocratie chrétienne a bâti pour nous tenir en dehors du pouvoir est tombée au bout de trente ans, et c'est la Démocratie chrétienne qui a dû reculer, pas nous.

Le contenu de l'accord

L'accord porte sur six ordres de problèmes : la loi et l'ordre public, la politique économique, les institutions régionales, provinciales et municipales, le système d'éduction, l'information et la nomination aux postes dans les institutions publiques. C'est donc un accord large qui englobe la plupart des questions importantes à l'exception de la politique étrangère. En même temps, il faut souligner cependant, que son contenu immédiat est assez limité. Le plus souvent, le texte est très général; dans quelques cas il y a deux formulations, l'une proposée par les démocrates chrétiens et l'autre par les partis de gauche et sur lesquelles le parlement devra trancher. Cela démontre entre autre les oppositions persistantes entre les démocrates chrétiens et le PCI et vient démentir le mythe politique à la mode dans de nombreux secteurs de l'extrême-gauche et

d'une prétendue stabilisation du régime démocrate chrétien, régime supposé représenter un tout organique exempt de contradictions.

Mais cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas d'éléments substantiels dans l'accord. Ces éléments sont cependant tous résolument marqués par la façon dont la bourgeoisie a l'habitude d'affronter la crise sociale et économique. C'est le chapitre qui traite de la loi et de l'ordre qui contient les aspects les plus négatifs : les propositions en sont franchement antiouvrières, clairement répressives et tendent vers "l'Etat fort". Dans les derniers mois, la classe dominante et la presse bourgeoise ont mené une chasse aux sorcières hystérique sur la question de la loi et de l'ordre, prenant prétexte des activités des groupes militaristes commes les Brigades rouges et les NAP (Noyaux armés prolétariens).

L'extrême-gauche ne s'est pas opposée à cette campagne d'une façon adéquate et le PCI y a pleinement participé (déclarant que les forces de la loi et de l'ordre ne sont plus désormais contre le mouvement ouvrier et qu'il devait y avoir alliance entre les travailleurs, la police et les partis "démocratiques" pour défaire le terrorisme subversif). Cette campagne a donc eu un effet non seulement sur des secteurs modérés de la population mais aussi au sein de la classe ouvrière elle-même. C'est sur ce point que la confusion la plus importante persiste parmi les masses et c'est par là que le PCI a pu retrouver un peu du crédit qu'il avait perdu à cause du soutien accordé à la politique économique du gouvernement. Le PCI a ainsi accepté une série de mesures qui pourraient être utilisées contre le PCI lui-même et contre l'ensemble du mouvement ouvrier, demain.

Une mesure sur la "loi et l'ordre" extrêmement répressive avait déjà été prise il y a deux ans. Appelée la loi Reale, elle fut soutenue par le Parti socialiste (PSI) et le PCI ne s'y opposa pas vraiment. A cause du rapport de forces, cette loi n'a connu qu'un commencement d'application dans les quelques derniers mois. Les mesures proposées et adoptées par le gouvernement actuel rendent pire cette loi en accordant à la police un pouvoir discrétionnaire encore plus grand. La police peut désormais recourir à la détention préventive des suspects, procéder directement à l'interrogatoire des personnes arrêtées sans la présence d'un avocat, perquisitionner les maisons déclarées "repaires subversifs" même sans mandat et pratiquer les écoutes téléphoniques à volonté. En acceptant ces mesures qui violent plusieurs points fondamentaux du droit bourgeois lui-même, les réformistes italiens suivent la vieille route suicidaire précédemment suivie par leurs collègues chiliens.

La partie de l'accord traitant de la politique économique est la plus importante mais aussi la plus fallacieuse. On y proclame une série de bonnes intentions : "la lutte contre l'inflation", "le développement de l'emploi", "du travail pour les jeunes et les femmes", "le développement du sud de l'Italie", etc. En bref tout l'éventail des promesses déjà faites par les gouvernements bourgeois dans le passé et qui ne furent jamais accomplies, ce qui n'étonnera personne. Une fois de plus le doute n'est pas permis : l'accord se place tout entier dans la conception capitaliste qui consiste à surmonter la crise en réduisant le coût du travail, en promouvant la "mobilité" de la main d'oeuvre et l'accroissement des profits. Ces caractéristiques apparaissent encore plus évidentes précisément là où l'accord est le plus détaillé. Le point central de référence reste la fameuse lettre au Fonds monétaire international, où le gouvernement italien exposait ses intentions économiques, c'est-à-dire une lettre qui accepte les conditions posées par cette institution dirigeante du capitalisme mondial comme fondement de toute action économique en Italie. Ce n'est pas un hasard si la première place dans le texte de l'accord est donnée à la lutte contre l'inflation, et que l'accroissement des exportations est tenu pour être la base d'une victoire sur la crise. Plutôt qu'un "nouveau modèle de développement", tout cela n'est que conditions de fonctionnement normal du capitalisme. Entre autres choses, le Fonds international demande à ce que les dépenses publiques soient réduites. Ainsi nous trouvons dans l'accord le projet de réduction des dépenses publiques, en particulier pour la Santé et les retraites et la proposition de geler les salaires dans l'administration publique est appliquée déjà depuis longtemps.

Un paragraphe entier de l'accord est consacré à la nécessité d'accroître la productivité et d'abaisser les coûts de production. Il y est dit clairement que pour atteindre cet objectif, une plus grande mobilité des travailleurs à l'intérieur comme à l'extérieur des entreprises est nécessaire. En d'autres termes, il faut licencier des travailleurs.

Les formulations sur l'indice servant au calcul des salaires ne sont pas moins menaçantes. On remarque que cet indice n'a pas encore dépassé le niveau prévu comme dangereux dans la lettre au FMI. Les partis ont promis de revoir cette question au second semestre de 1977, mais ils se sont d'ores et déjà mis d'accord pour que, au cas où l'indice croîtrait plus que prévu, la question de l'échelle mobile soit réexaminée et de nouveaux allègements en faveur du patronat envisagés en ce qui concerne la sécurité sociale. Pour leur part, les démocrates chrétiens ont déclaré qu'une intervention plus énergique sera nécessaire sur cette question vu le taux d'inflation prévu pour 1978.

Il n'y a que sur un petit nombre de questions que le PCI peut déclarer avoir obtenu quelques succès, du moins de son propre point de vue. Il a obtenu l'intervention de l' Etat pour remettre sur pied les finances des institutions régionales, provinciales et municipales. C'est là un problème qui a failli étrangler le Parti communiste, impliqué dans la direction de plusieurs municipalités et régions importantes. Mais il reste encore à voir jusqu'où ira cette aide et dans tous les cas, c'est au prix de l'accroissement de tous les tarifs publics qu'elle fut acquise.

L'autre point sur lequel le PCI a obtenu un petit succès concerne l'approbation de la loi n° 382 qui vise à transférer une série de fonctions administratives importantes de l'Etat vers les régions. Mais quelques-uns des démocrates chrétiens prirent immédiatement une position menaçante sur cette question, expliquant que cela serait une dangereuse concession au PCI et affaiblirait les positions de pouvoir de la Démocratie chrétienne.

Le projet de loi, sur lequel une commission parlementaire s'était déjà mise d'accord, subit des modifications rigoureuses de la part du gouvernement et après des négociations interminables le PCI accepta finalement un compromis désavantageux réduisant de beaucoup les intentions novatrices de la loi. En fait, de nombreuses institutions parasitaires jugées inutiles par la gauche demeurèrent intactes et quelques unes des fonctions qui auraient dû être transférées aux régions ont été laissées sous le contrôle du gouvernement central. Le Parti socialiste s'opposa à ce compromis et vota contre, mais sans réelle intention de mener le combat plus avant, car cela aurait risqué de faire voler tout l'accord en éclats.

Des thèses générales sont exposées sur l'éducation et l'information et dans tous les cas elles s'inscrivent dans le cadre de la rationalisation capitaliste.

Sur le point crucial des nominations à la direction des institutions publiques, aucun accord ne put être acquis parce que les démocrates chrétiens voulaient garder ces points clés du pouvoir fermement en main et n'avaient pas l'intention de les soumettre au contrôle du PCI, par parlement interposé. Deux propositions différentes seront donc présentées à la Chambre.

En conclusion, tandis que l'accord est assez général sur l'ensemble, partout où il est détaillé, il exprime les positions de la Démocratie chrétienne et du patronat ; partout où il reste vague il laisse ouverte la possibilité pour ceux qui détiennent réellement le pouvoir de prendre toute mesure qu'ils jugeraient être la meilleure.

Pourquoi la DC et le PCI ont signé

La bourgeoisie et son principal parti, le parti démocrate chrétien, pouvaient accepter l'accord en toute tranquilité à cause à la fois de son contenu intrinsèque et de considérations politiques plus générales. Sur le premier aspect, nous avons déjà exposé notre opinion, pour le second il faut dire qu'étant donné l'actuel rapport de forces entre les classes qui s'exprime aussi au parlement, la bourgeoisie et les chrétiens démocrates qui agissent pour son compte ne pourraient garder debout aucun gouvernement sans quelque forme de soutien de la part du Parti communiste. La route de la collaboration de classe avec le PCI doit donc inévitablement être prise une fois que la classe dominante a écarté l'option d'une périlleuse confrontation ouverte.

Par ailleurs cette politique d'implication du Parti communiste dans l'attaque graduelle mais déterminée contre le niveau de vie des masses apporte des résultats non négligeables pour la bourgeoisie. Celle-ci et les démocrates chrétiens ont tiré de nombreux avantages d'une politique qui rend purement formelles les concessions au PCI tandis qu'elle leur permet d'arracher à la classe ouvrière une partie de ses victoires antérieures, l'affaiblissant en même temps qu'elle diminue la force du Parti communiste lui-même. Grâce à cette politique, les capitalistes italiens ont pu améliorer leur propre situation économique et renforcer leur direction politique, même si ce n'est que partiellement.

Les secteurs les plus importants de la bourgeoisie acceptent donc que cette ligne soit suivie pour la prochaine période et les attaques que le sénateur Fanfani et Umberto Agnelli ont portées contre l'accord expriment moins un désaccord fondamental avec son contenu qu'elles ne tendent à définir les limites que certains secteurs décisifs de la classe dominante se refusent à voir franchir. Ces limites sont claires :la "coresponsabilité" du PCI doit être utilisée pendant une certaine période pour surmonter une phase difficile, mais il faut lui refuser toute entrée effective au gouvernement.

Quant au Parti communiste il se trouve dans une situation telle qu'il ne pouvait faire autrement que de signer l'accord s'il voulait éviter ce qu'il craint le plus : l'aggravation de la crise économique et sociale. Berlinguer n'a pas pris de gants pour le déclarer ouvertement. Les choix du PCI étaient très clairs après les élections du 20 juin 1976. Dans le cadre politique et économique donné, seul son soutien au gouvernement Andreotti pouvait empêcher une crise politique prolongée qui aurait presque certainement donné jour à une crise sociale très aiguë et à une confrontation directe avec la bourgeoisie. Seul son soutien au gouvernement Andreotti pouvait lui permettre d'éviter de se trouver pris au piège, comme le gouvernement d'Unité populaire au Chili, entre le mouvement de masse montant, enhardi par le résultat des élections d'un côté et de la bourgeoisie de l'autre.

Pour atteindre son but, la Démocratie chrétienne n'a pas hésité à accepter une série de mesures frappant la classe ouvrière. La bureaucratie syndicale l'a suivie sur cette pente. Chaque concession a préparé le terrain pour la suivante. En face d'un continuel chantage de la part du patronat, les bureaucraties ont été contraintes de reculer sous peine de perdre ce pourquoi elles ont œuvré depuis des années. Ne pas accepter l'accord aurait obligé le PCI à faire face à la crise et à l'affrontement de classes dans des conditions qui, de son point de vue, auraient été encore plus difficiles que celles qui prévalaient il y a un an. Les pires mesures répressives et anti-ouvrières ont donc été acceptées. Les réformistes se retrouvent complètement embourbés dans leur logique du "moindre mal".

Le PCI a pu mener à bien cette politique sans rencontrer de grands obstacles et a gagné son acceptation au sein de la classe ouvrière, bien que plus difficilement, en grande partie à cause de la faiblesse à la fois organisationnelle et politique de l'extrême-gauche. Tout au long de ces mois cruciaux, l'extrême-gauche a été parfaitement incapable de catalyser ou de donner une direction aux profondes critiques de la politique des réformistes qui naissaient parmi les masses et dans les rangs même du PCI. Le Parti communiste a pu accentuer son cours de collaboration de classe d'abord parce qu'il ne rencontrait pas de concurrence sérieuse sur sa gauche. Il faut aussi noter que la bourgeoisie et ses partis qui ont une vue claire de la situation talonnent sans répit le PCI.

Ce fut le cas par exemple pour la loi sur l'avortement que le PCI s'était préparé à présenter comme un succès produit par sa politique. Les partis de gauche ont par la suite accepté des modifications néfastes de cette loi au cours du débat au Sénat pour arriver à un accord avec les catholiques (à la fois

ceux élus sur leurs propres listes électorales et ceux du parti démocrate chrétien). Bien que tout à fait insuffisante, la loi fut rejetée par un tour de passe-passe inattendu des démocrates chrétiens aidés par plusieurs sénateurs d'autres partis qui, à l'occasion de ce vote passèrent par-dessus les frontières de parti.

La même chose se produisit lorsque se posa le problème de la syndicalisation des forces de police et leur affiliation aux confédérations syndicales nationales dont les démocrates chrétiens ne voulaient à aucun prix et qui aurait constitué le "parapluie démocratique" permettant au PCI de justifier son acceptation d'une loi violant les libertés civiles.

Il en va de même pour la loi n° 382 que nous avons déjà mentionnée et pour la latitude laissée au gouvernement de fermer les portes des universités aux étudiants étrangers pour deux ans (quoiqu'il ait été contraint de faire ultérieurement marche arrière sur ce point, au moins temporairement). Enfin, la loi réglementant le montant des loyers entre dans la même catégorie; elle constitue encore une de ces mesures à propos de laquelle le PCI a crié victoire bien qu'elle soit loin d'être favorable aux travailleurs.. Tout de suite après la signature de l'accord programmatique, la commission ad hoc de la Chambre des députés, au travers de sa majorité démocrate chrétienne, de membres des petits partis bourgeois et des fascistes, a grandement modifié la loi en faveur des propriétaires, par un vote bloqué contre les socialistes et les communistes. C'était une véritable gifle pour les partis de gauche. La question était si grave que, cette fois, ces partis durent élever la voix pour aboutir à faire ajourner la discussion de ce problème important et de plus en plus aigu pour les masses.

De plus, l'opération était très risquée pour la bourgeoisie car elle exige un ajustement de l'indice salarial. La loi sur les loyers provoquerait, si elle était appliquée, une augmentation sans précédent de cet indice; il est donc indispensable que la classe dirigeante trouve un moyen de modifier les effets de l'augmentation des loyers sur le calcul de l'indice salarial. Les luttes trouveront là un terrain fondamental pour prendre leur essor à l'automne.

Ajoutons un dernier commentaire. L'accord représente un pas en avant fait par le PCI dans le sens de la "coresponsabilité" mais non dans celui de la réalisation du "compromis historique". C'est la propre politique du PCI de frein à la dynamique du mouvement de masse qui a sapé l'une des conditions nécessaires pour imposer le "compromis historique" à la bourgeoisie. Etant donné le rapport des forces actuel, la bourgeoisie semble moins disposée que jamais à faire le pas qu'elle considère trop dangereux. Le rapport du secrétaire de la Démocratie chrétienne au Conseil national de son parti ne laisse aucun doute sur l'interprétation de l'accord donnée par les démocrates chrétiens et la bourgeoisie.

Dans le passé nous avons toujours souligné, que, dans certaines conditions, non seulement un gouvernement de gauche mais aussi le "compromis historique" lui-même, en dépit de ses dangers inhérents, pouvait constituer un élément d'instabilité pour le système.

La présence du PCI au gouvernement aurait pu introduire de nombreuses contradictions au sein de l'appareil d'Etat et des centres de pouvoir démocrates chrétiens. L'entrée du PCI au gouvernement aurait pu stimuler les aspirations et les exigences du mouvement de masse, accentuer les déséquilibres. La longue marche du PCI vers son intégration gouvernementale et en particulier l'accord récent, ne contiennent cependant aucun élément de déséquilibre pour le système actuel. Pour l'instant, le PCI demeure aux abords du gouvernement; ni l'accord, ni sa forme, ni son contenu, ne peuvent donner d'espoir au mouvement de masse et stimuler sa dynamique.

Par son contenu propre et sa logique, cet accord a au contraire pour effet de stabiliser le cadre politique et social présent et il constitue une danger sérieux pour le mouvement de masse. Dans les usines, l'une des tâches essentielles des révolutionnaires sera donc de démystifier le contenu de l'accord, d'expliquer sa signification réelle et les graves dangers qu'il comporte pour le mouvement de masse.

L'offensive bourgeoise

La situation politique et sociale actuelle en Italie peut être résumée de la façon suivante : l'instabilité persiste et la bourgeoisie est loin d'avoir surmonté la crise qui a éclaté en 1968. L'offensive des patrons appuyée par le gouvernement Andreotti et soutenue par les réformistes a marqué des points partiels mais significatifs. La classe ouvrière et ses alliés se retrouvent aujourd'hui largement sur la défensive. La riposte des travailleurs, bien qu'elle ait exprimé une forte combativité, a été fragmentée et insuffisante jusqu'à présent. Plusieurs conquêtes économiques ont été englouties et plusieurs éléments de division ont été semés entre les divers secteurs de la classe ouvrière. Le nombre de chômeurs augmente constamment. Le mouvement étudiant et celui de la jeunesse — qui ont stagné au cours des derniers mois, pour des raisons à la fois politiques et conjoncturelles — n'ont pas été capables de forger des liens avec la classe ouvrière et ont été l'objet d'une vaste répression gouvernementale. Pour la première fois depuis des années, la campagne bourgeoise pour la "loi et l'ordre" a remporté des succès car la compréhension élémentaire du rôle de l'Etat et de ses organes que les masses avaient acquise a commencé à régresser. Les partis de gauche et avant tout le PCI, prisonniers de leur propre logique, acceptent des compromis qui, l'un après l'autre, sont de plus en plus contraignants et réactionnaires.

Néanmoins, le gouvernement ne peut avancer qu'au prix de fortes contradictions et de vives polémiques qui sont nourries par les motifs les plus divers.

En particulier, la fuite du criminel de guerre nazi Kappler a donné naissance à une discussion extrêmement violente entre les partis sur l'attitude du gouvernement et sur le rôle des organes de l'appareil d'Etat. Le Parti républicain a demandé la démission du ministre de la Défense. Même les journaux bourgeois n'ont pas exclu la possibilité que la fuite de Kappler soit le résultat d'un accord entre les gouvernements italien et allemand. Le PCI s'est trouvé très gêné par cet épisode qui a provoqué une vive émotion en Italie, ravivant un fort

sentiment antifasciste parmi les masses et révélant avec clarté la nature véritable de cet Etat "démocratique" italien porté aux nues par le PCI ainsi que la complicité des forces armées avec l'extrême-droite et les bandes réactionnaires

La bourgeoisie n'a pas encore pu augmenter ses profits de façon significative ou retrouver une conjoncture favorable pour faire face à la concurrence internationale, bien qu'elle soit parvenue à accélérer les cadences et les nombre d'heures supplémentaires dans les usines. Avant tout, elle n'a pas été capable de remporter des succès décisifs sur les questions cruciales du contrôle de la main-d'oeuvre, de sa mobilité interne et externe, comme ce fut le cas dans quelques autres pays européens. Le niveau de combativité et de conscience de la classe ouvrière reste élevé et les derniers mois ont vu les masses commencer à comprendre partiellement le rôle politique des réformistes. Tout ceci possède une double signification. La bourgeoisie, en dépit de son approche graduelle envers cette situation, sera contrainte d'en revenir à une offensive contre l'emploi et le "coût du travail".

De son côté, le Fonds monétaire international est de nouveau intervenu pour demander des réductions supplémentaires des dépenses de l'Etat.

La réponse des syndicats

L'échelle mobile des salaires, malgré ses défauts, demeure un instrument de défense trop réel des salariés pour le goût des patrons. La classe ouvrière a toujours la force de répondre à ces attaques, mais jusqu'ici les mobilisations des travailleurs n'ont obtenu que des résultats insuffisants par rapport aux objectifs poursuivis, en raison de l'orientation politique imposée à ces luttes par les directions réformistes. A l'usine Italsider de Tarente, par exemple, la direction a voulu licencier 6000 ouvriers des entreprises de sous-traitance.

Ceux-ci répondirent vigoureusement. L'accord signé par la direction syndicale rejette les licenciements immédiats mais accepte un plan de "mobilité de la main-d'œuvre" au niveau national. En réalité, cela signifie qu'il y aura une réduction du nombre des employés d'Italsider dans le Sud, ce même Sud auquel les bureaucrates syndicaux déclarent donner la priorité dans leur politique. Le cas de Gioia Tauro est un exemple clair de la faillite de la stratégie fondamentale des directions syndicales en faveur des "investissements au Sud". Au début de 1970 il était décidé qu'une cinquième usine métallurgique serait construite à Gioia Tauro en Calabre. Aujourd'hui, face à la crise internationale qui sévit dans le secteur de l'acier, la position de la bourgeoisie italienne et de la CEE est très simple : ou bien renoncer à l'idée de construire l'usine ou bien démanteler l'usine existante à Bagnoli, près de Naples. Les syndicats se refusent à soulever la question de l'emploi en exigeant une réduction massive de la durée du travail. Cela conduit à des situations dangereuses et sans issue, où existent des possibilités de division de la classe ouvrière.

Les négociations nationales entreprises avec certains grands groupes industriels ne jouent plus le rôle de point de référence qu'elles avaient auparavant. Ces négociations ont été conduites sur la base de plateformes revendicatives totalement inadaptées. Aux yeux des travailleurs, cela rendait les négociations peu crédibles. Elles traînent d'ailleurs depuis des mois. A la Fiat, les négociations ont été accompagnées par une lutte importante en juin, ce qui a forcé leur conclusion avant l'été. La pression de la base s'est transformée en une participation massive à la grève et en une mobilisation importante de tous les secteurs du groupe. Dès le début, la direction de la Fiat avait bien compris le manque de crédibilité de la plate-forme parmi les travailleurs et elle tenta de s'en servir pour manœuvrer et démoraliser les travailleurs. Elle s'essaya à plusieurs types de provocations comme le licenciement de cinq ouvriers, la mise en cause de 56 travailleurs et délégués de l'usine Fiat de Spa-Stura "coupables" d'avoir bloqué la sortie de certains produits et finalement l'aggression d'un cadre supérieur de l'entreprise contre un piquet de grève. Ce cadre, un certain Beccaria, était épaulé par une bande de nervis et de vigiles de l'usine; l'un de ces derniers menaça même un travailleur avec un pistolet.

La riposte de la classe ouvrière fut massive et déterminée; la provocation fut battue en brèche et les licenciements furent rapportés. De façon générale la plate-forme fut imposée. La force exprimée par les mobilisations était pourtant bien plus importante que les résultats obtenus conformes à la plate-forme syndicale.

Cette lutte particulière illustre la situation qui prévaut parmi la classe ouvrière dans son ensemble : bien que les travailleurs n'aient pas été défaits et qu'ils aient même remporté parfois des victoires, ils continuent à être sur la défensive en raison de la stratégie globale que la direction syndicale a pu leur imposer.

Le danger le plus sérieux réside dans l'attaque contre l'emploi. La situation économique reste critique. Les investissements stagnent et les sévères mesures anti-inflationnsites décrétées auparavant ont inévitablement stimulé des tendances récessionnistes. Les prévisions pour l'automne sont très négatives et une nouvelle et forte récession s'annonce.

Plusieurs conditions se trouvent réunies qui conduisent les patrons à penser qu'il faut maintenant s'attaquer au niveau de l'emploi. Cet été, la fermeture du groupe Unidal a été annoncée. Unidal est le résultat d'une fusion entre deux compagnies alimentaires auparavant concurrentes, Motta et Alemagna. Il y a un an l'intervention de l'Etat parvenait tout juste à sauver le groupe qui s'apprête à déposer son bilan et voudrait licencier des milliers d'ouvrières.

D'autre part le plan gouvernemental pour résoudre la question de l'emploi des jeunes (estimés par les sources officielles à plus d'un million de chômeurs), le prétendu "plan d'encouragement à la création d'emplois", n'est rien d'autre

qu'un palliatif grotesque. Il appelle à la création d'environ 400 000 emplois sous payés à 100 000 lires par mois (environ 500 francs français), pour une durée d'un an seulement sans autre garantie une fois le délai expiré. De plus, les 400 000 emplois totalement démunis de toute sécurité sociale n'existent toujours pas. Mais cela n'a pas empêché les réformistes de donner leur soutien total à ce pseudo-plan pour l'emploi des jeunes. Ces derniers se sont inscrits en grand nombre (647 000) sur les listes spéciales "d'encouragement" mais ils ne se font guère d'illusions à leur propos. C'est surtout dans le sud, où la situation a abouti à un réel désespoir parmi les jeunes, que ceux-ci se sont massivement inscrits. Au nord l'écho de cette opération a été beaucoup plus limité car les jeunes croient encore qu'ils parviendront à trouver un emploi, même sans sécurité sociale, qui sera plus sûr et mieux payé que celui que leur promet le gouvernement.

Les congrès des trois confédérations syndicales (CGIL, CISL, UIL) qui se sont tenus au début de l'été, représentent un nouveau pas en arrière "modéré" des directions syndicales. Non seulement l'orientation poursuivie jusqu'ici a été confirmée, non seulement les formulations désabusées sur "le nouveau modèle de développement" ont été répétées, mais surtout la pression de la base a encore moins qu'auparavant réussi à filtrer. Les délégations avaient été strictement sélectionnées pour écarter les positions critiques qui s'étaient abondamment exprimées dans les congrès locaux. Les courants pro-patronaux dans la CISL et l'UIL furent battus par des majorités modérées où la droite était dominante. Quant à la CGIL l'orientation adoptée par le congrès est extrêmement modérée, conformément à l'empreinte que lui donne la position actuelle du PCI.

La CGIL (la plus importante des centrales) a lancé une proposition pour des négociations générales destinées à "restructurer" les salariés. Malgré les polémiques de forme, traditionnelles, cette position a été endossée par les deux autres confédérations. Cette orientation correspond aux besoins présents du capital et si elle était adoptée, elle porterait un coup sévère à la classe ouvrière italienne. En fait, elle annulerait l'existence d'une série de clauses d'ajustements automatiques des salaires, elle réintroduirait la notion d'augmentations salariales conditionnées par le "mérite" et la "compétence", et ferait disparaître la revendication d'augmentation égale pour tous qui constitue la force et l'unité de la classe ouvrière italienne depuis 1968-69.

L'extrême-gauche s'est montrée incapable de construire une opposition de classe à cette politique au sein des syndicats. Les motifs en sont à la fois organisationnels (la crise des principales forces) et politiques (Lotta Continua considère que les syndicats sont un terrain de travail secondaire et leur préfère sa "présence dans le mouvement", tandis que Avanguardia Operaia et le PDUP sont dans la gauche syndicale). Ce n'est que lors du congrès du syndicat CGIL des enseignants qu'une minorité est apparue; elle rassembla environ 10% des délégués et était impulsée par les militants des Groupes communistes révolutionnaires (GCR, section italienne de la IVème Internationale), ceux de Lotta Continua et du Movimento dei Lavoratori per il Socialismo (MLS : Mouvement des travailleurs pour le socialisme, maoïste). L'opposition aurait été plus large si les délégués de AO et du PDUP, presque tous mandatés sur des motions de gauche, n'avaient pas honteusement voté au dernier moment pour la résolution proposée par la majorité des bureaucrates.

Les difficultés que l'extrême-gauche a rencontrées pour développer sa bataille dans les syndicats sont les mêmes que celles qu'elle a rencontré dans les usines. Il y a eu des possibilités considérables d'agir au cours des derniers mois. Nous avons déjà donné des exemples de rebellion de la base contre les directions. De manière générale, les oppositionnels du rang ne sont pas tombés dans le piège de positions antisyndicales, mais se sont au contraire orientés vers la gauche. Dans tous les cas où des forces politiques capables d'initiatives étaient présentes, des victoires ont pu être remportées (assemblées générales dans des usines, réunions syndicales de militants de base, conseils de délégués d'usine). Néanmoins, ces résultats seront de courte durée car il n'existe aucun programme politique de dimension nationale, même sur le terrain économique et aucune initiative nationale.

Le rassemblement antibureaucratique organisé par une série de conseils d'usine au Teatro Lirico de Milan est malheureusement resté un événement isolé en raison de l'orientation adoptée par les secteurs de la gauche syndicale qui l'ont impulsée.

Il existe donc un écart important entre les ruptures de la base par rapport à la direction réformiste d'une part, et le manque de projet politique global à la gauche du PCI, d'autre part. A cause de cet écart, le mécontentement de la base ne se cristallise jamais totalement et la bureaucratie est capable de sauver ou de neutraliser la situation, même avec des difficultés.

La conclusion est donc la suivante : bien que la situation soit plus difficile qu'il y a un an, de larges possibilités existent pour l'action ouvrière. Le rythme des affrontements a tendu à se ralentir et le processus social tarde à prendre forme. Il est cependant évident que si la bourgeoisie rencontre moins de résistance, elle n'hésitera pas à forcer la cadence de l'offensive afin de renverser les rapports de forces qui ont mûri depuis 1968-69. Dans cette éventualité, cet automne sera de nouveau une période de confrontation déterminante pour l'avenir des rapports de forces.

Malgré ses erreurs et ses limites, l'extrême-gauche possède toujours un terrain d'action, mais pour qu'elle ait une influence quelconque sur le cours des événements, il est plus que jamais nécessaire que ces forces définissent leurs rapports avec les réformistes, leurs méthodes de travail dans les syndicats et leurs objectifs centraux dont le plus urgent est une campagne politique pour l'emploi, pour la répartition du travail disponible entre tous.

20 août 1977

Guy DESOLRE

L'Union soviétique, les démocraties populaires et l'eurocommunisme

Les conceptions développées par le secrétaire général du Parti communiste espagnol, Santiago Carrillo, dans son livre L' "Eurocommunisme" et l'Etat (1) ont été soumises à une critique dont la violence n'a d'égale que l'absence de la probité la plus élémentaire de la part des organes de presse de la plupart des Etats bureaucratiques de l'Est. Toutes les bureaucraties n'ont cependant pas réagi de la même manière. Certaines se sont abstenues d'attaquer le dirigeant communiste espagnol ou se sont limitées à émettre des critiques "modérées". D'autres ont ajusté leur "tir" de manière différente, accentuant tel ou tel thème.

On est tenté, à première vue, d'analyser ces différenciations – comme le font la plupart des "observateurs" bourgeois – en fonction de la place où se trouveraient les différents Etats de l'Est sur l'échelle plus ou moins graduée de la "libéralisation" de leurs régimes respectifs. Ce serait là, croyons-nous, une démarche superficielle. Certes les réactions des bureacraties au pouvoir reflètent la situation des régimes qu'elles dirigent.

"L'Eurocommunisme" et l'Etat a également été traité comme un événement politique majeur de la politique étrangère : souvent ce sont les plus hauts responsables des affaires extérieures des comités centraux des PC de l'Est qui ont donné le ton, déterminant l'orientation générale des attaques contre le secrétaire général du PCE. La politique étrangère est d'autre part le prolongement de la politique intérieure des bureaucraties qui construisent le "socialisme dans un seul pays". Il y a donc un noyau de vérité dans l'interprétation qui estime que les réactions aux positions de Santiago Carrillo reflètent le degré de "libéralisation" atteint par les régimes de l'Est : ce noyau de vérité consiste dans l'appréciation – correcte – des problèmes posés par les positions de Carrillo comme un prolongement de la politique intérieure des pays de l'Est.

L'erreur de cette interprétation réside dans le concept de "libéralisation", emprunté à la politique de la bourgeoisie et du réformisme. Il n'existe pas de "libéralisation". Il n'existe que des situations concrètes qui sont caractérisées par des contradictions plus ou moins explosives et, partant, plus ou moins menaçantes, du point de vue de la bureaucratie. Ce sont ces menaces auxquelles la bureaucratie tente de répondre, tantôt par d'autres menaces, tantôt par l'exorcisme, tantôt par le silence qui est lui-même, c'est bien connu, également une "réponse".

Quelle est donc la menace que représente l'eurocommunisme pour les bureaucraties de l'Est ?

Dans son livre, S. Carrillo donne de l'eurocommunisme la définition suivante : "Les partis compris dans le courant eurocommuniste s'accordent sur la nécessité d'aller au socialisme avec la démocratie, le pluripartisme, le parlement et des institutions représentatives, avec la souveraineté populaire exercée régulièrement à travers le suffrage universel, avec des syndicats indépendants de l'Etat et des partis, avec la liberté pour l'opposition, les droits de l'homme, les libertés religieuses, la liberté de création culturelle, scientifique, artistique et le développement des formes les plus larges de la participation populaire à tous les niveaux et dans toutes les branches de l'activité sociale. Parallèlement, sous une forme ou sous une autre, ces partis revendiquent leur indépendance totale par rapport à tout centre dirigeant international et par rapport aux Etats socialistes, sans pour autant cesser d'être internationalistes."(2)

Par "eurocommunisme", mot qu'il utilise d'ailleurs presque toujours entre des guillemets, Carrillo entend essentiellement une tendance du mouvement communiste international qui se caractérise par trois points essentiels : le pluripartisme, la voie parlementaire comme voie d'accès au socialisme et l'attachement aux libertés démocratiques et aux droits de l'homme. A ces trois caractéristiques s'ajoute le refus d'un centre dirigeant (essentiellement Moscou, mais aussi tout autre "centre") du mouvement communiste.

Du point de vue des bureaucrates de l'Est, il n'y a guère de raisons d'en vouloir à Carrillo pour les deux premiers points : le pluripartisme est accepté par eux comme une des caractéristiques possibles de la voie au socialisme dans les pays occidentaux et a été accepté comme telle, notamment dans le document de la conférence de Berlin tenue par les PC de l'Est et de l'Ouest en 1976 (3), tandis que la voie parlementaire a été reconnue comme souhaitable, non seulement depuis Khroutchev et le XXème congrès du Parti communiste de l'Union soviétique tenu en 1956, mais même – pour l'Espagne – déjà en 1936,

dans une lettre adressée par Staline, Molotov et Vorochilov à Largo Caballero, que S. Carrillo cite d'ailleurs dans son livre (4) !

C'est la troisième caractéristique de la tendance eurocommuniste qui inquiète les dirigeants soviétiques : l'attachement aux libertés démocratiques et aux droits de l'homme, considérés comme "un acquis imprescriptible du progrès de l'humanité" (5), qui conduit Carrillo à critiquer les "formes dans une certaine mesure totalitaire" des systèmes socialistes établis (6) et à s'interroger sur le type d'Etat qui existe dans les pays de l'Est, en particulier en URSS.

Le rejet de l'autorité du Parti soviétique ne les indispose qu'en deuxième lieu et à titre secondaire – dans la mesure où les dirigeants soviétiques veulent eux-mêmes maintenir la fiction de partis "égaux" en droits.

Etant donné d'une part que les critiques portant sur les régimes de l'Est rejoignent sur un nombre de points celles des opposants ou des "dissidents" dans ces pays; étant donné d'autre part qu'il est difficile aux dirigeants du PC soviétique de se poser ouvertement en "centre" du mouvement communiste – sauf par satellites interposés proclamant, comme il y a trente ans, la solidarité avec l'URSS la "pierre de touche" de l'internationalisme (7), la riposte à l'eurocommunisme doit nécessairement prendre la forme d'une riposte à "l'anticommunisme" et à l' "antisoviétisme", une riposte faite de menaces, d'exorcismes, de demi-vérités et de procès d'intention. D'où les attaques de la revue soviétique Temps nouveaux.

L'attaque des « Temps nouveaux » et la position du Kremlin

L' "Eurocommunisme" et l'Etat a paru au mois d'avril. Immédiatement, le livre a eu un large écho, notamment dans la presse espagnole et dans la presse yougoslave. La direction soviétique a toutefois attendu la fin du mois de juin (c'est-à-dire jusqu'au moment où les extraits contenant les critiques vis-à-vis du régime existant en URSS circulaient assez largement dans les publications Samizdat) pour y réagir par le compte-rendu virulent et bien connu (8).

Ce compte-rendu a été suffisamment commenté dans la presse mondiale pour que nous puissions nous satisfaire d'en donner ici seulement un bref rappel pour mémoire.

Comme le font bon nombre d'articles idéologiques de routine, le compte-rendu commençait par attribuer à l'affaiblissement des positions du "capitalisme monopoliste" une recrudescence des tentatives de désunir et de saper le mouvement communiste.

Tout en se "réjouissant" de la réponse "vigoureuse" des partis "frères" à ces tentatives, il regrettait que certains, dont Santiago Carrillo avec son récent ouvrage, participaient à l'offensive "anticommuniste", en tentant d'opposer les partis communistes d'Europe occidentale aux partis des "pays socialistes", en essayant de "discréditer le socialisme existant", c'est-à-dire l'URSS en premier lieu et en développant un programme qui conduirait non seulement à la perpétuation de la division de l'Europe, mais aussi au renforcement de l'OTAN. Inutile de dire que ce programme est abusivement prêté à Carrillo.

L'article attaquait violemment "l'idée d'établir une Europe unie indépendante par rapport à l'URSS et aux Etats-Unis, ce qui équivaudrait, selon Temps nouveaux, à préconiser une "troisième voie", entre le capitalisme et le socialisme (9).

L'article, destiné (en ce qui concerne à tout le moins le consommateur soviétique) à un public qui n'a pas pris connaissance des positions réelles de Carrillo, n'hésitait pas non plus à utiliser comme argument contre ce dernier des choses que Carrillo lui-même avait pourtant dites ou écrites : par exemple, que le terme eurocommunisme était inadéquat puisqu'il visait aussi des partis extra-européens, tel le PC japonais.

En plus de ces mensonges et de ces mesquineries, l'article attaquait violemment l'antisoviétisme "brutal" et "croissant" de S. Carrillo. Pas un mot bien entendu, n'était dit dans cet article, ni dans la rectification de tir qui lui a succédé après les vives réactions des PC français et italiens (10), à propos du contenu réel des critiques faites par Carrillo au sujet des réalités soviétiques. Ainsi, ce contenu réel de même que le motif réel de l'ire du Kremlin, devaient rester cachés aux lecteurs des Temps nouveaux. Le "rectificatif" visait essentiellement à préciser qu'il s'agissait seulement de critiquer Carrillo (bien qu'une brève allusion y soit faite au communiqué des dirigeants du PCE se solidarisant avec lui), à propos duquel il était encore une fois ajouté qu'il y avait "des années" qu'il menait "une campagne non dissimulée et brutale contre l'Union soviétique et le PCUS.

Parallèlement à ces attaques, l'anniversaire de la conférence de Berlin a été l'occasion, pour la presse soviétique, de réaffirmer la nécessité pour les PC de s'unir face aux efforts de l'impérialisme de créer un "front anticommuniste". Dans ce cadre, la presse soviétique publie des attaques de dirigeants "orthodoxes" tels Gus Hall, du PC des USA, contre Carrillo. Enfin, une attaque contre les contacts entre le PCE et des diplomates américains, attaque récente, mais annoncée déjà par Temps nouveaux qui, citant le New York Times s'inquiétait de la position de Carrillo "plus conservatrice" que celle des autres partis en Espagne vis-à-vis des bases US dans ce pays, couronne la campagne au moment où nous écrivons (11).

Avec cette escalade, la direction soviétique réagit donc avec la même brutalité qu'elle l'avait fait vis-à-vis des Chinois après 1961. Dans l'article mentionné ci-dessus, Gus Hall établit d'ailleurs explicitement un parallèle entre les positions de Carrillo et celles des Chinois.

Les satellites loyaux

La presse de RDA a répercuté fidèlement les positions du parti soviétique, reproduisant intégralement l'attaque des Temps nouveaux et l'article commémorant la conférence de Berlin. La même fidélité a caractérisé les positions des PC bulgare et mongol, les alliés les plus dévoués du PCUS. Les dirigeants tché-

coslovaques ne pouvaient guère faire autrement étant donné que Carrillo avait écrit crûment que "la Tchécoslovaquie fut la goutte qui fit déborder le vase" (12). La position des Bulgares est plus intéressante dans sa fidélité à l'orientation soviétique et permettra d'examiner une hypothèse utile à l'évaluation générale de la politique des dirigeants bulgares. On sait que c'est Todor Jivkov, dirigeant du Parti et chef de l'Etat bulgare, qui le premier avait attaqué l'eurocommunisme en décembre dernier. Il n'est pas inutile de rappeler les termes de cette attaque étant donné son rapport avec l'hypothèse à examiner. Comme on pourra en juger d'après les extraits suivants, ils anticipaient les arguments soviétiques (13) : "La propagande bourgeoise a récemment mis en circulation une notion nouvelle, toute pétrie d'antisoviétisme, celle d' "eurocommunisme." Cette notion trahit le désir des milieux réactionnaires de dresser un mur entre les partis frères de la communauté socialiste et ceux des pays capitalistes d'Europe occidentale, entre les partis communistes au pouvoir et les autres".

"Rejeter les principales lois de la lutte révolutionnaire sous prétexte qu'elles ne seraient pas confirmées par l'expérience du mouvement ouvrier en Europe occidentale, substituer les particularités locales à ces lois générales et aux acquis de portée universelle de l'expérience révolutionnaire, chercher à désorienter les communistes et à les pousser à s'intégrer dans le système politique du capitalisme moderne : tels sont quelques-uns des objectifs et des bases idéologiques de l' "eurocommunisme". Ce dernier spécule en outre sur les efforts déployés par les partis afin de choisir librement, dans leur lutte pour des transformations sociales progressistes et pour le socialisme, une voie qui réponde aux conditions actuelles";
— Et encore, ce paragraphe qui donne froid dans le dos : "Ainsi, la solidarité fraternelle des peuples socialistes et la coopération de combat des partis marxistes-léninistes au pouvoir ont trouvé leur expression dans l'internationalisme socialiste. Rien n'autorise, croyons-nous, à voir dans ce fait qualitativement nouveau une approche régionaliste des problèmes de la solidarité internationale. L'internationalisme prolétarien est la préfiguration des futurs rapports mondiaux."

(Traduisons ce passage écrit dans la langue de bois chère aux bureaucrates de tous les pays : "L'invasion de la Tchécoslovaquie est le destin qui, tous, vous attend" !)

L'article de Jivkov fut reproduit dans le quotidien officiel du régime le 1er décembre (14) et les mêmes formules furent répétées par le secrétaire du Comité central, responsable aux questions idéologiques, Aleksander Lilov, lors d'une conférence internationale à Sofia (15).
En contraste avec ces attaques violentes, la presse bulgare devint, de janvier à juillet de cette année, étonnamment silencieuse à propos de l'eurocommunisme (mais ce silence coïncide avec des réticences semblables dans l'ensemble de la presse des pays de l'Est pendant la même période, jusqu'aux attaques des Temps nouveaux).

Réserves fraternelles et censure confraternelle

Aucune presse de l'Est — sauf la Yougoslavie — n'a publié le texte des "dirigeants historiques" du PCE, se solidarisant avec S. Carrillo. Mais un certain nombre de pays n'ont pas publié non plus le texte in extenso de l'article des Temps nouveaux. C'est notamment le cas de la Pologne et de la Hongrie qui se sont contentées de la résumer. (16)

Le résumé polonais omet singulièrement un aspect de l'article russe : il s'agit du passage où Temps nouveaux dénonce l'idée d'une Europe unie indépendante de l'URSS comme des Etats-Unis, défendue par Carrillo. On peut supposer que cette censure reflète les préoccupations des autorités polonaises face à un courant grandissant parmi les intellectuels en faveur d'un socialisme humaniste différent du "modèle soviétique". De toute manière, l'ouvrage de Carrillo représente un encouragement vis-à-vis de ce courant et le rejoint sur au moins deux revendications centrales : le rejet de la fixation par la loi du "rôle dirigeant" du parti (qui s'est exprimé au moment où la discussion sur les modifications constitutionnelles eut lieu en décembre 1975/janvier 1976) et la revendication du droit de grève (exercé dans les faits en juin 1976 et revendiqué régulièrement depuis 1956).

Inversement, la presse soviétique a également exercé ses talents de censeur à l'égard de Trybuna Ludu lorsqu'un rédacteur de celui-ci, Jerzy Kraszewski, évoqua dans son article contre Carrillo une déclaration d'Henry Kissinger à propos de la désillusion régnant dans de nombreux pays d'Europe orientale à l'égard des gouvernants et des dirigeants. (17)

La position développée par les dirigeants hongrois est infiniment plus réservée que celle des dirigeants des pays que nous avons évoqués jusqu'ici. On se rappellera qu'en décembre 1976, à Vienne, un journaliste avait demandé à Kadar ce qu'il pensait de l'affirmation selon laquelle l'eurocommunisme était une nouvelle forme de l'antisoviétisme (affirmation qui venait d'être lancée par le dirigeant bulgare Todor Jivkov) et que le dirigeant hongrois avait clairement affirmé son désaccord avec cette formule. En janvier de cette année, Ferenc Varnai, commentateur de politique étrangère de Nepszabadzag, publia un article qui ne contredisait pas Kadar mais accusait la "propagande bourgeoise" de tenter d'opposer, sous le nom d'eurocommunisme, les PC français, italien et espagnol, aux PC des "pays socialistes". (18)

Enfin, le chef du service de politique étrangère au Comité central du parti hongrois, Janos Berecz, précisa le tir en juin dernier, après la publication de l'article des Temps nouveaux, dans un article intitulé "Pour réaliser nos objectifs communs" et consacré formellement à l'anniversaire de la conférence de Berlin (19) : "Les partis frères vivant dans des conditions différentes ont, comme l'a précisé la conférence de Berlin, le droit et le devoir aussi de chercher en toute autonomie la voie de la transformation démocratique de leur pays et de l'édification de la société socialiste, d'appliquer de façon créatrice les lois générales du marxisme-léninisme. Ils ont à opter pour des formes de lutte, à réaliser une politique d'alliances qui correspondent le mieux aux conditions concrètes tant politiques qu'économiques et sociales et aux traditions historiques de leurs pays. Mais il s'ensuit aussi qu'il est insensé et nuisible de contester les voies victorieuses parcourues jusqu'à présent en conformité avec les conditions historiques et les particularités nationales : les expériences historiques des pays socialistes."

En d'autres termes : d'accord pour que vous discutiez de vos problèmes, comme le font Marchais et Berlinguer, mais ne vous mêler pas de nos affaires ! Charbonnier est maître chez soi ! Au même moment, Janos Kadar répondait dans le même sens aux questions de Harry Schleicher, journaliste du Frankfurter Rundschau (30).

Intérets solidaires et solidarité intéressée

Deux pays ont pris la défense de Santiago Carrillo : la Roumanie et la Yougoslavie. Les Yougoslaves n'ont pas attendu les attaques des Soviétiques pour manifester leur intérêt vis-à-vis du livre du secrétaire général du PCE : dès sa parution, le quotidien de Zagreb Vjesnik, en publia un résumé sous le titre : L' "Eurocommunisme" et l'Etat – la philosophie politique de Carrillo (21), qui mettait l'accent sur les jugements favorables portés par ce dernier sur l'autogestion yougoslave. On peut dire que la presse yougoslave est la seule, à l'Est, à avoir résumé objectivement les idées exposées par le leader communiste espagnol. Mais déjà, avant la parution du livre, les leaders yougoslaves s'étaient clairement prononcés en faveur de ces positions, en dénonçant par exemple, la conférence tenue à Sofia par les responsables aux "affaires idéologiques" des PC au pouvoir les 2 et 3 mars 1977 comme un "sommet anti-Madrid" (22).

Cette conférence fut en effet convoquée en même temps que la réunion de Marchais, Berlinguer et Carrillo. Un observateur particulièrement qualifié, l'ancien membre du Comité central de Serbie purgé pour "libéralisme" en 1971 et actuel correspondant du Giornale Nuovo de Milan, Frane Barbieri, a émis l'hypothèse que la réunion de Sofia avait été convoquée pour pouvoir répondre du tac au tac, si jamais la réunion de Madrid avait évoqué la situation dans les pays de l'Est.

Après les attaques des Temps nouveaux, de très nombreux articles de la presse yougoslave défendirent Carrillo contre les attaques dont il faisait l'objet, dénonçant par exemple la "solidarité de bloc" qui faisait figure, dans les pays voisins, de substitut à l'internationalisme réel, dénonçant le caractère stalinien du procès intenté à Carrillo (24), insistant sur la menace que représentait l'eurocommunisme pour les pays de l'Est (25), prédisant le développement d'autres polémiques entre Moscou et les PC occidentaux (26), soulignant "l'impuissance" des théoriciens soviétiques à répondre à un défi sur le plan politique (27) et rejetant l'argument selon lequel les "impérialistes" sont les "seuls bénéficiaires" de ce type de confrontation (28).

En défendant ainsi le PC espagnol et son leader, les Yougoslaves défendent leur propre intégrité et leur propre souveraineté. Il en est de même des Roumains, à ces différences près que leur solidarité s'est manifestée de manière beaucoup plus démonstrative mais à la fois beaucoup plus limitée.

Démonstrative, puisque Ceausescu a tenu à recevoir Santiago Carrillo avec tous les honneurs, quelques jours à peine avant de traverser la mer Noire pour aller saluer Leonid Brejnev dans sa résidence d'été d'Oreanda en Crimée.

Limitée puisque c'est le 5 juillet seulement que le quotidien du parti roumain, en mentionnant explicitement l' "eurocommunisme" dans son article commémorant l'anniversaire de la conférence de Berlin, défendit l'indépendance de chaque parti dans l'élaboration de sa ligne politique et rejeta toute ingérence dans les affaires intérieures des autres partis, ainsi que le concept d'un modèle immuable (lire : soviétique) dans la construction du socialisme (29). L'article, qui disait en outre que les divergences ne devaient pas donner lieu à des excommunications, était une manifestation de soutien à Carrillo... sans le nommer. Il découlait de la position bien connue des Roumains sur l'autonomie des PC.

Par ailleurs, la presse roumaine a ignoré complètement les critiques du livre de Carrillo à propos de l'URSS. Œcuménique, elle s'étend sur les succès des PC à l'Ouest et sur les succès de la "construction du socialisme" à l'Est, en insistant bien sur les différences entre les conditions ici et là.

Les limites du soutien à Carrillo sont dictées par les intérêts de la direction roumaine. Devant la montée du mouvement de contestation animé par Paul Goma, elle ne peut se permettre de faire la lumière sur les positions de Carrillo. Il n'y a donc pas de parallèle entre les réactions roumaines à propos de l'eurocommunisme aujourd'hui, et l'attitude des Roumains lors du conflit Moscou-Pékin : à ce moment-là ils avaient publié les principaux textes de part et d'autre. Aujourd'hui, ils ne publient ni l'article des Temps nouveaux, ni la réponse des dirigeants historiques du PCE. Cette prudence ne s'explique pas par l'amélioration des rapports entre Bucarest et Moscou, mais par les tensions et les risques existant dans le pays lui-même, ce qui, une fois de plus, confirme notre hypothèse de départ : les réactions vis-à-vis de Carrillo sont le prolongement des problèmes intérieurs auxquels les dirigeants des pays de l'Est ont à faire face.

Le compromis a-historique de Brejnev

Face aux positions de Carrillo, les bureaucraties ont réagi en ordre dispersé. Elle est loin de nous l' époque révolue où le bloc condamnait unanimement les Yougoslaves, les Chinois ou les Albanais.

Dans son dernier article, Les vassaux de Brejnev, le journaliste yougoslave exilé, Barbieri, avance l'idée d'un compromis possible qui se ferait sur une ligne médiane. Il émet l'idée que, dans sa station estivale de Crimée, Brejnev, qui reçoit successivement les dirigeants des "pays-frères", travaille avec eux à l'élaboration d'une politique commune qui correspondrait, en gros, à celle des Hongrois. On accepterait que les PC occidentaux débattent des "voies différentes" pour arriver au socialisme, pour autant qu'il s'agisse de la stratégie et de la tactique de ces partis en Occident, mais on refuserait toute toute discussion du "socialisme réel" qui pourrait avoir des effets déplorables à l'intérieur du "bloc" (30).

Il est parfaitement possible que Brejnev ait effectivement tiré des réactions qui ont suivi l'article des Temps nouveaux, la leçon que les anciennes méthodes ne sont plus payantes.

Mais un tel compromis – s'il satisferait incontestablement MM. Kadar et Berecz, et probablement aussi Ceausescu – serait fondamentalement impossible à maintenir et à (faire) respecter à la longue. Les forces qui poussent le mouvement ouvrier occidental dans son ensemble – et qui poussent les PC et leurs militants à réfléchir de plus en plus sur la validité des expériences de l'Est, sont des forces irrépressibles. Des

livres comme celui de Carrillo, des positions comme celles d'Althusser ou de Balibar en France, n'en sont qu'une première expression. Ces forces sont la réalité de notre temps. En ce sens on peut dire que, sans l'expérience des commissions ouvrières des années soixante, jamais le PCE n'aurait réagi comme il l'a fait lors de l'occupation de la Tchécoslovaquie et jamais Carrillo n'aurait écrit son livre.

Tenter d'établir un compromis à la Kadar signifierait ignorer ces réalités. C'est pourquoi malgré sa perspicacité, M.Frane Barbieri se trompe. Il n'y aura pas de compromis d'Oreanda, car un tel compromis serait un compromis a-historique.

15 août 1977

NOTES

1) Santiago Carrillo "Eurocomunismo" y Estado, Barcelona, Editorial Critica, 1977.
2) S.Carrillo, op.cit., p.141
3) La Nouvelle revue internationale, n° 8, août 1976.
4) op.cit., p.157 (Lettre du 21 décembre 1936).
5) op. cit., p.17
6) op. cit., p. 124
7) Voir Todor Jivkov, "Une année de paix et de lutte", La Nouvelle revue internationale, n°12, décembre 1976, p.27
8) Les Temps nouveaux, n° 26, juin 1977.
9) L'idée d'une troisième voie est explicitement rejetée par Carrillo, op. cit., p.12.
10) Temps nouveaux, n° 28 de juillet 1977.
11) Le Monde, 10 août 1977; cf. Temps nouveaux, n° 28, juillet 1977.
12) S.Carrillo, op. cit., p.166
13) T.Jivkov; op.cit., pp 27/28 et 29
14) Rabotnitchesko Delo, 1er décembre 1976.
15) Rabotnitchesko Delo, 16 décembre 1976.
16) Trybuna Ludu, 4 juillet 1977; Nepszabadsag, 1er juillet 1977.
17) D'après Le Monde du 10 août 1977.
18) Nepszabadzag, 29 janvier 1977.
19) Nepszabadzag, 30 juin 1977.
20) Frankfurter Rundschau, 30 juin et Nepszabadzag, 3 juillet 1977.
21) Vjesnik, 27 avril 1977.
22) Déclaration de Vladimir Bakarić au Corriere della Sera du 17 avril 1977.
23) Il Giornale Nuovo, 12 avril 1977.
24) Kommunist du 27 juin 1977
25) Vjesnik du 25 juin 1977.
26) Borba et Politika du 24 juin 1977.
27) Delo, 9 juillet 1977.
28) Politika, 13 juillet 1977.
29) Scinteia du 5 juillet 1977.
30) Il Giornale Nuovo, 12 août 1977.

ESPAGNE

Lettre ouverte à Santiago Carrillo

Camarade,

Parlant à la télévision française, vous avez affirmé que vous êtes prêt à un débat public sur les problèmes dits de l'eurocommunisme, à n'importe quel moment. Nous vous proposons un tel débat, avec l'un de nous, à Madrid, Paris, Barcelone, Milan ou dans une quelconque ville de votre choix. Nous sommes prêts à discuter d'avance avec vous ou avec des représentants de votre parti de toutes les conditions matérielles qui assureront le caractère équitable de l'organisation de ce débat.

Dans votre livre "L'Eurocommunisme et l'Etat" vous caractérisez l'assassinat de Andreu Nin par le Guépéou comme un "crime abominable". En même temps vous jugez que Léon Trotsky, avec lequel vous maintenez par ailleurs des divergences fondamentales, fut en tout cas un grand révolutionnaire dont vous diffuserez les écrits dans votre parti.

Nous sommes donc en droit de supposer que vous considérez son assassinat par un agent du Guépéou – qui fut membre de votre parti – également comme un "crime abominable". Et vous ne pourriez pas avoir un jugement différent sur l'assassinat par Staline de toute la vieille garde du Parti bolchévique, dont la majorité absolue des membres de son Comité central de l'époque de Lénine.

Nous nous apprêtons à célébrer le soixantième anniversaire de la Révolution socialiste d'octobre, l'événement le plus important de l'histoire du XXème siècle. Nous vous appelons, vous personnellement et votre parti, soit seuls, soit en association avec le PCF, le PCI et la LCY, s'ils l'acceptent, à vous prononcer publiquement en faveur de la réhabilitation pleine et entière de ceux qui ont dirigé le Parti bolchévique et l'Internationale Communiste durant et après la révolution d'Octobre aux côtés de Lénine et qui furent calomniés et tués par Staline : L.D.Trotsky, G.Zinoviev, L.Kamenev, N.Boukharine, N.Rykov, C.Rakovsky, L.Piatakov, E.Preobrazenski et tous leurs camarades. Nous vous appelons à réclamer la reproduction et la diffusion de leurs écrits en Union soviétique et dans les démocraties populaires, pour que les jeunes générations puissent se forger une opinion propre sur ce qu'il y avait de juste et de faux dans leurs opinions divergeant de celles de Staline, à la lumière de l'histoire. C'est un devoir élémentaire de dignité communiste et de lutte nécessaire contre la

falsification de l'histoire. Cette question continuera de toute façon à se poser en URSS et à l'échelle mondiale jusqu'à ce qu'elle soit résolue.

Salutations communistes,

Ernest Mandel, membre du Secrétariat unifié de la IVème Internationale.
Alain Krivine et Daniel Bensaid, membres du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire de France.
Miguel Romero et Jaime Pastor, membres du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire d'Espagne.

La lettre ouverte a été publiée dans l'hebdomadaire espagnol de gauche, à grand tirage, "Cuadernos para el Dialogo", après avoir été remise à Santiago Carrillo par une délégation du BP de la LCR.

Sur la campagne électorale de la LCR

Le n° 11 d' "Inprecor" (21.7.1977) évaluait le nombre de voix obtenues par le Front pour l'unité des travailleurs (FUT), auquel nos camarades de la LCR participèrent avec deux groupes centristes de gauche, l'OIC et Accion Comunista, à 35 000. En réalité, nos camarades ont obtenu près de 46 000 voix aux premières élections législatives sur les listes du FUT et ce bien que dans plusieurs provinces ils se soient désistés la veille des élections. Même là où ce désistement a eu lieu, ils ont quelquefois obtenu un nombre de voix non négligeable, comme à la Coruna et à Cadix.

Mais ce qu'il faut mettre en évidence, c'est l'écho exceptionnellement large de la campagne électorale de la LCR et du FUT. Il suffit, à ce propos, de donner la liste des principaux meetings électoraux avec leur assistance :

. 4 juin : Pozo del Tio Raimundo à Madrid, 20 000 personnes;
. 9 juin : Palais des sports de Barcelone, 10 000 personnes;
. 7 juin : Pavillon des sports de la Casilla à Bilbao, 6000 personnes;
.13 juin : Terrain de football Moscado à Madrid, 4 500 personnes (LCR seule);
. 5 juin : San Sebastian, 3 600 personnes;
.10 juin : Valence, 3 000 personnes;
.10 juin : Barcelone, 2 500 personnes (LCR seule);
.12 juin : Vitoria, 3 000 personnes
.26 mai : Cine Chamartin(Madrid), 2 500 personnes;
.29 mai : Vitoria, 2 500 personnes;
.29 mai : Cine Trueba (Bilbao), 2 000 personnes;
. 9 juin : Pampelune, 2 000 personnes;
.13 juin : Séville, 1 500 personnes;
.29 mai : Cine Obite Pampelune, 1 200 personnes;
.29 mai : Villaverde (Madrid), 1 200 personnes;
.30 mai : Hernani (Guipuzcoa), 1 200 personnes;
.25 mai : Lasarte (Guipuzcoa), 1 000 personnes;
.29 mai : Rentera (Guipuzcoa), 1 000 personnes;
.11 juin : Valladolid, 1 000 personnes;
.29 mai : Pontevedra (Galice), 750 personnes;
.10 juin : Caceres, 500 personnes.

En Galice, il y eut plus d'une centaine de réunions locales et une soixantaine dans la région de Valence, avec chacune plusieurs centaines de personnes présentes. Il y eut de même d'innombrables réunions de quartier et de plus petites villes. Le BP de la LCR estime qu'au total quelque 200 000 personnes ont participé aux meetings du FUT et de la LCR.

Tout le mouvement ouvrier espagnol exige la légalisation immédiate de la LCR !

La déclaration suivante a été publiée à Madrid et a paru notamment dans le quotidien "El Pais" du 28 août 1977 :

"Les partis soussignés constatent que le ministère de l'intérieur a dépassé tous les délais légaux envisageables en réponse à la demande de légalisation de la Ligue communiste révolutionnaire.

Ils estiment que pareille attitude est une manifestation de plus des critères arbitraires et discriminatoires qu'il utilise en application de la loi sur les associations, déjà en elle-même anachronique et héritée de l'ancien régime. Ils manifestent leur solidarité avec la LCR et exigent qu'elle soit légalisée sans aucun nouveau retard, de même que tous les autres partis dont le statut reste pendant ou auxquels la légalisation a été refusée.

Signé :
Pour le PSOE : Felipe Gonzales, Javier Solana, Enrique Baron, Manuel Turrion.
Pour le PCE : Santiago Carrillo, Marcelino Camacho, Simon Sanchez Montero, Ramon Tamames.
Pour le PSP : Enrique Tierno Galvan.
Pour le PT (Parti du Travail) : Nazario Aguado.
Pour l'ORT : Amancio Cabrero.
Pour le MCE : Javier Alvarez Dorronsoro.

 Julius KARANJA &Pat JORDAN

Une nouvelle tentative néo-coloniale

La dernière tentative des impérialismes américain et britannique pour apporter une "solution pacifique" au problème du Zimbabwe ne peut être comprise que dans le contexte de l'étape actuelle de la lutte de libération nationale dans ce pays. L'usure rapide de la domination du régime de Smith constitue l'aspect essentiel de la présente situation au Zimbabwe. Le résultat des élections générales en Rhodésie blanche – la défaite des "durs" et la victoire écrasante de Smith – montre que les Blancs sont de plus en plus conscients qu'ils ne peuvent continuer à exploiter les masses africaines de la même manière qu'auparavant.

Les propositions de Owen et Young ainsi que les aspirations des Blancs rhodésiens ont un objectif et une logique communs : trouver le moyen d'assurer une transition vers un régime néo-colonialiste. Les tactiques ne diffèrent que dans la mesure où les intérêts sociaux qu'elles cherchent à préserver ne sont pas identiques. Les dirigeants des Etats africains "de première ligne" et la majorité des dirigeants des mouvements nationalistes au Zimbabwe agissent de concert dans cette opération. Les premiers poussent à un règlement pacifique car la poursuite de la lutte de libération nationale menace leur économie et leur gouvernement. (Voir "Inprecor" n°63 du 25 novembre 1976). Les seconds désirent assurer leur position pour la succession de Smith. Ils se trouvent ainsi d'accord pour passer sous la table, dans la négociation, l'autodétermination du peuple du Zimbabwe et pour combiner un arrangement avec Smith, Londres et Washington jouant les "entremetteurs honnêtes".

D'autres articles d' "Inprecor" (n° 52, 59 et 63) ont déjà analysé l'arrière-fond de la lutte au Zimbabwe et les positions des diverses forces sociales impliquées. Nous essaierons ici de mettre cette analyse à jour et d'examiner les développements les plus récents.

Le déclin de la domination de Smith

La lutte armée a pénétré plus profondément le pays tandis que les mouvements nationalistes ont étendu leur influence dans la population noire. Les chiffres officiels évaluent le nombre des guérilleros à 2 500 pour mars de cette année alors qu'en septembre 1976 l'estimation n'était que de 1 700. Les derniers chiffres parlent de 3 400 guérilleros actifs. De nouvelles bases ont été installées au Botswana et en Zambie. Un nouveau front a ainsi été ouvert à l'ouest pour épauler le front de l'est. Ceci se traduit par le fait que toute la région de la frontière du Botswana, du Parc national Wankie au nord-est au Territoire de la tribu Shansi au sud-ouest, a été déclarée zone interdite sur huit kilomètres de profondeur.

Les activités militaires des mouvements nationalistes ont été surtout orientées vers des objectifs économiques, mais contrairement à la propagande du régime de Smith, répercutée systématiquement par la presse capitaliste, l'activité nationaliste ne s'est pas limitée à l'aspect militaire, bien que cette dernière reste essentielle. Il est certain qu'un travail de masse réel est effectué au Zimbabwe lui-même, particulièrement dans les Tribal Trust Lands (TTL – réserves tribales). La stratégie de la guérilla vise généralement à éviter les confrontations avec les troupes gouvernementales et s'attache à pénétrer le pays pour y établir une base de masse, particulièrement dans les TTL. Des boycottages généralisés du système scolaire y sont organisés, favorisant le recrutement des jeunes étudiants à la guérilla. Selon des chiffres gouvernementaux, en mars 1977, plus de 36 000 étudiants ont boycotté les écoles de Maranka, de Zimunya et des TTL adjacents de la zone d'Umtali. La guérilla organise de même le boycottage des centres de triage du bétail privant ainsi le gouvernement de revenus substantiels. Pour la même raison, de nombreux débits de boissons alcoolisées et brasseries gouvernementaux ont été détruits.

Les difficultés des prétendus Conseils africains, autorités fantoches des TTL, mettent en relief l'efficacité de cette campagne. Selon Peter Parson, conseiller gouvernemental auprès des Conseils africains, 50 Conseils sur 240 sont aujourd'hui près de la faillite. De plus, Parson révèle que 40 Conseils n'ont pas été placés sous le contrôle d'administrateurs du gouvernement, "parce que les conseillers étaient menacés et les Conseils étaient au bord de l'effondrement".

La réponse du gouvernement à cette campagne consista à tenter d'isoler la population paysanne de la guérilla en déplaçant les populations rurales africaines et en les confinant "dans des villages renforcés " ("Consolidated villages – CV) et dans des "villages protégés" ("Protected villages" – PV) (1). On estime que quelque 300 000 africains vivent désormais dans les PV. Pourtant les attaques se multiplient contre les CV et les PV. La totalité de la population d'un PV du TTL de Sengwe a disparu sans laisser de traces au début du mois d'avril. A la fin du mois de mai, au nord-est de Salisbury, un CV a été rasé. Tout en concentrant son effort pour s'implanter dans les TTL, la guérilla s'attaque aussi occasion-

nellement aux fermes des colons blancs. Des plantations de thé ont été bombardées au mortier près de la frontière mozambicaine. Dans certaines zones blanches, un couvre-feu de douze heures a dû être imposé.

En attaquant les voies de communications, la guérilla porte des coups importants à l'économie disperse une grande partie des troupes gouvernementales. Elle pose des mines et tend des embuscades le long des routes et des voies ferrées. A la mi-mai, le pont de la rivière Bubye sur la ligne de Beitbridge – reliant la Rhodésie à l'Afrique du Sud – a été attaqué en même temps que d'autres routes et voies ferrées. Cela n'a pas seulement provoqué des dégâts importants dans le système de communication, mais a surtout aggravé la crise de l'économie qui souffre déjà de la désorganisation des transports due à la fermeture de la frontière avec le Mozambique. Ce n'est qu'une question de temps, avant qu'un nombre de saboteurs bien entrainés pénètrent dans le pays et s'attaquent aux voies ferrées, aux lignes à haute tension, aux ponts et autres objectifs industriels. Le Zimbabwe est un pays relativement industrialisé selon les normes africaines. Dès lors, nombreux sont les objectifs stratégiques qui ne peuvent être protégés par les forces armées de Smith. De plus, les récents bombardements de Salisbury et d'autres éléments indiquent que la guérilla se meut avec une relative aisance dans les zones urbaines. Le gouvernement Smith se trouve dans une situation critique en raison de l'effort de guerre. Les dépenses militaires se montent à 152,24 millions de dollars pour l'année en cours, ce qui représente une augmentation de 20% par rapport à l'année dernière. Le gouvernement a du mal à se procurer des pièces détachées pour l'équipement militaire, particulièrement pour les hélicoptères. Vu l'aggravation de la crise politique en Afrique du Sud, son approvisionnement militaire est de plus en plus difficile, même si l'Afrique du Sud n'épargne aucun effort pour venir à sa rescousse.

Récemment, le régime Vorster s'est engagé à fournir des Mirages à la Rhodésie. Les chiffres officiels des pertes des troupes rhodésiennes ont dramatiquement augmenté. En 1976, 180 militaires avaient été tués, selon des sources officielles, 130 ont perdu la vie durant les quatre premiers mois de 1977. Le nombre de mercenaires blancs ne cesse de croître (500 mercenaires britanniques opèrent avec les forces rhodésiennes et les Américains son aussi fort nombreux...) Mais ceci ne parvient pas à compenser l'émigration des Blancs. En 1976, les départs se montaient à 7 072, alors qu'en mai 1977 ils atteignaient déjà le chiffre de 3 587 (la population blanche compte 250 000 personnes).

La mobilisation, l'émigration et les pertes ont des conséquences importantes sur l'économie. Elles contribuent aussi à démoraliser les Blancs qui restent. Ceux-ci doivent faire face non seulement aux obligations militaires mais au déclin des services sociaux (enseignement, soins hospitaliers...). En 1976, plus de 850 membres de professions libérales, y compris des enseignants, des médecins, des sages-femmes et des infirmières sont partis. La crise du budget de l'Etat se révèle par les augmentations des impôts indirects (15%) et des impôts sur le revenu (10%) ainsi qu'au travers du blocage des salaires décrété afin de faire face à l'augmentation des dépenses militaires. Ceci stimule l'inflation qui frappe avant tous les Noirs. Selon des sources officielles, le taux d'inflation actuel est de 20% pour les Noirs et de 13% pour les Blancs. Il est donc probable que les syndicats noirs engagent des actions dans la période à venir. Des syndicats ont déjà discuté de revendiquer des augmentations de salaire de 50 à 70%. La crise s'accélèrerait fortement si ce secteur de la population se mobilisait.

Ainsi, la combinaison de l'intervention militaire et du travail de masse entrepris par les forces de libération a miné le régime de Smith et mis à l'ordre du jours la perspective de sa désintégration. Au cours de ce processus, une insurrection généralisée pourrait se produire. Voilà pourquoi Smith a changé d'opinion et parle désormais de "règlement interne". Voilà pourquoi l'impérialisme américain et britannique cherche désespérément à dévoyer cette lutte.

La formule du règlement interne de Smith consiste en une sorte d'accord avec les nationalistes modérés qui ne participent pas à la lutte armée. Afin d'éclairer le sens de sa manœuvre, Smith permet à Sithole de revenir au pays et en même temps déclenche une furieuse chasse aux sorcières contre les partisans du Front patriotique (2).

On assiste ainsi à l'activité ouverte et publique de Muzorewa et Sithole (3), qui cherchent à renforcer leur organisation, d'une part, et d'autre part, à la poursuite des assassinats légaux par le régime. L'exécution de Robert Bhebe n'est qu'un cas parmi quarante autres depuis septembre 1976. Les déclarations de Muzorewa et Sithole, spécialement leurs attaques contre le Front patriotique, ont été largement rapportées par la presse.

Pour les Blancs, le réglement interne, aurait l'avantage de combiner des concessions apparentes à la majorité noire avec le contrôle total sur le pouvoir. Van der Byl, le ministre rhodésien des Affaires étrangères, a explicité les conceptions du régime à propos du réglement interne, lorsqu'il a déclaré que les ministres africains, nommés dans ce cadre, auraient le droit de vote dans les délibérations gouvernementales mais ne seraient pas membres du Parlement. Ils participeraient au gouvernement en tant qu'invités du Front rhodésien et donc pourraient être révoqués à tout moment.

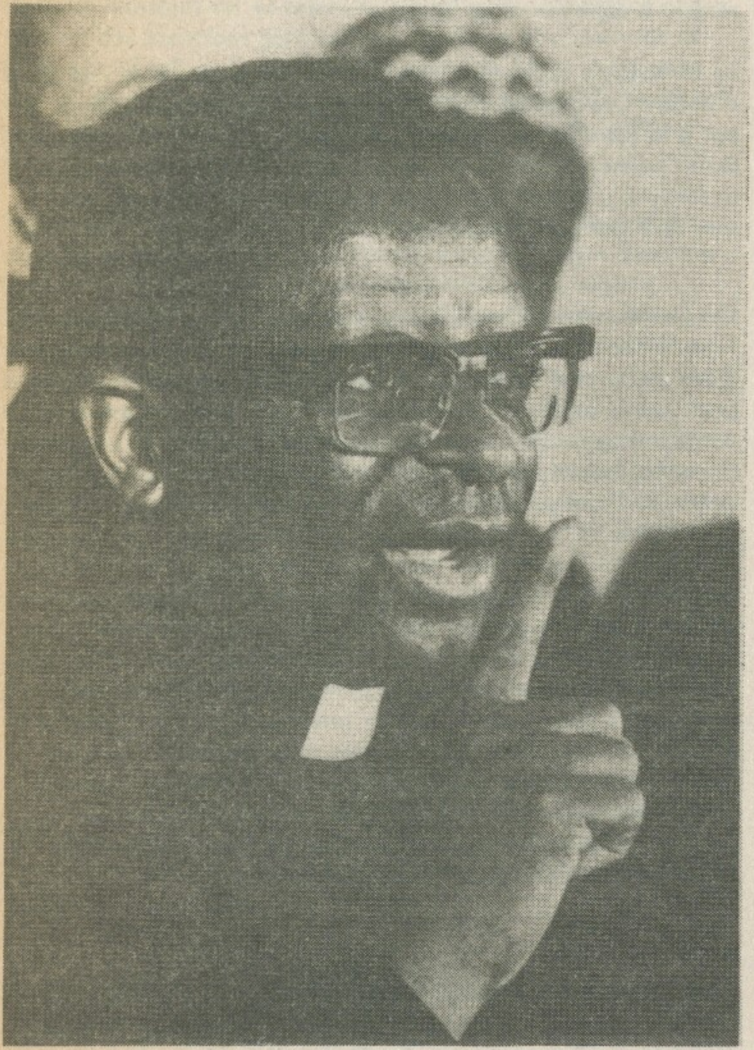
Dans de telles conditions, même les dirigeants nationalistes les plus opportunistes ont dû s'opposer au réglement interne. Muzorewa par exemple, se fondant sur le soutien de masse accordé à son organisation, le United African Nationalist Congress (UANC – Congrès nationaliste africain unifié) avait espéré tirer quelques concessions de Smith. Mais l'intransigeance de ce dernier a provoqué une crise au sein de l'UANC. Six membres de sa direction, y compris le vice-président, un ex-président, six secrétaires, ont démissionné. Muzorewa a dissout des directions croupions afin "de permettre des décisions claires". De nombreux démissionnaires discutent avec

Sithole dans la perspective de lancer une nouvelle organisation. Sithole, dont le soutien est faible, peut plus facilement être souple dans ses négociations avec le régime de Smith.

Les propositions anglo-américaines

Les propositions anglo-américaines ont été publiées simultanément à Londres, Washington et Salisbury, tout de suite après la victoire électorale écrasante de Smith. Elle peuvent brièvement se résumer ainsi :

1. Abandon du pouvoir par le régime de Smith et retour à la "légalité".
2. Transition dans l'ordre et le calme vers "l'indépendance" durant l'année 1978.
3. "Elections libres et impartiales" sur la base du droit de vote généralisé pour les adultes.



L'évêque Abel T. Muzorewa à Genève le 25 octobre 1976.

4. Etablissement par l'impérialisme britannique "d'une administration de transition" ayant pour tâche d'organiser des élections pour un gouvernement "indépendant".
5. Présence des Nations unies, y compris militaire, durant la période de transition.
6. Adoption d'une constitution permettant l'élection démocratique d'un gouvernement, l'abolition des discriminations raciales, la protection des droits de l'individu et l'indépendance de la justice.
7. Un fond de développement dépendant de l'application de l'accord dans son entier.

La nature de ces propositions est plus clairement illustrée par la personnalité de celui qui a été choisi comme "le représentant officiel de la Grande-Bretagne" (c'est-à-dire le gouverneur britannique). Ce gentleman devrait assurer le contrôle des élections en regroupant des éléments de l'armée de Smith (avec l'aide des forces de l'ONU) et une partie des forces de libération afin de former une armée nationale du Zimbabwe, qui veillerait au déroulement du processus de transition.

Le gouvernement travailliste britannique a dû se donner beaucoup de peine pour trouver le personnage le mieux adapté pour mettre en pratique les objectifs réactionnaires de cette opération. Il a certainement trouvé l'homme de la situation. Lord Carver, qui vient de quitter son poste de chef de l'état-major britannique, est connu en Afrique pour le rôle qu'il a joué dans la répression de la lutte de libération nationale au Kenya, au cours du soulèvement Mau-Mau. Il était aide de camp du général Lathbury, responsable des opérations contre les Mau-Mau. Il est aussi célèbre pour son admiration et son soutien à la théorie de la contre-insurrection prônée par le général Kitson (4). Ainsi, l'impérialisme veut répéter au Zimbabwe l'opération du Kenya.

Smith a qualifié de "surprise agréable" d'autres aspects de ces propositions tels que : le maintien du système judiciaire actuel, y compris de juges qui ont condamné à mort des combattants des forces de libération; la reconnaissance du caractère légal des lois fabriquées par le régime de Smith; le maintien d'une partie au moins de l'armée de Smith; la présence des forces de police actuelles durant la période de transition; l'existence enfin, de la clause n°5 dans la proposition de constitution, clause qui assure la "protection contre toute atteinte à la propriété privée". Il n'est donc pas étonnant que le porte-parole du capital britannique, le "Financiel Times", ait qualifié les propositions anglo-américaines de "courageuses", "d'ingénieuses" et d' "inattendues".

La réponse des nationalistes

A première vue, les clauses concernant le rôle des forces rhodésiennes blanches durant la période de transition sont inacceptables aussi bien pour le Front patriotique que pour les Etats de première ligne. Dans les négociations antérieures, le Front patriotique avait fait de la dissolution des forces armées de Smith un point préalable. Il semble pourtant que cette question puisse être négociée, du moins pour les partisans de Nkomo. Le problème cependant, c'est que Nkomo possède sa base parmi la guérilla. S'il se défait de ces partisans, il se trouve au même niveau que Muzorewa. S'il pouvait disposer de quelques assurances sur ce point, sa marge de

manœuvre serait plus grande. Dans une conférence de presse donnée à Salisbury, le vice-président de l'organisation de Nkomo, Chinamano, a déclaré que ces questions de l'armée et de la police étaient des "points délicats" qui devaient être négociés, mais qui étaient négociables.

Dans un premier temps, le Front patriotique a complètement rejeté les propositions de Owen et Young. Dans une déclaration de son secrétaire général, Joseph Maika, le Zimbabwe African Peoples Union (ZAPU – Union des peuples africains du Zimbabwe) décrivait ces propositions comme "inacceptables"; quant à la proposition d'une force armée de l'ONU, la déclaration disait : "Nous avons encore en mémoire la catastrophe et la confusion provoquées par la présence des forces armées de l'ONU au Congo, à Chypre et en Corée." Nkomo cependant, prenant la parole à Tripoli, tout en attaquant les propositions, devait déclarer le premier septembre 1977 : "Si nous demandions la présence de troupes de l'ONU nous demanderions aussi qu'elles soient formées par tel ou tel pays. Il faut d'abord nous convaincre qu'elles peuvent être utiles. Nous ne les rejetons pas d'emblée".

Parlant à Maputo et répresentant le point de vue des principales forces engagées dans la lutte armée, Mugabe dénonçait violemment les propositions comme un complot destiné à imposer un "régime néo-colonialiste". Pour sa part, l'évêque Muzorewa, a accueilli favorablement la proposition introduisant le suffrage universel, bien qu'il ait précédemment affirmé que la formule "one man, one vote" ne constitutait pas une pré-condition pour engager des négociations avec Smith.

Sithole a mis à profit la présentation des propositions de Owen et Young pour démentir son soutien au règlement interne, lui opposant la nécessité d'un accord sur la base d'une version modifiée des propositions anglo-américaines. Quant à Smith il a caractérisé certaines des propositions comme "folles", "inacceptables", "inapplicables". Cependant, il s'est gardé de les rejeter.

Il vise à obtenir davantage de concessions en ce qui concerne le rôle des forces de répression existantes. Mais il peut se féliciter de la possibilité offerte par les propositions de Owen et Young de mener le débat sur un terrain voisin de celui du "réglement interne".

La question agraire

La discussion autour d'un réglement négocié se mène sur le terrain où les nationalistes sont les plus faibles et les plus facilement sujets à la manipulation des puissances impérialistes et de leurs complices des "Etats de première ligne". Rien ne le montre mieux que le désarroi des nationalistes à propos de la question sociale essentielle pour la lutte de libération nationale au Zimbabwe : la question agraire. La lutte des masses au Zimbabwe fut le produit de l'oppression raciale et de la question de la terre. C'est dans le mécontentement profond des masses rurales que le mouvement de guérilla a puisé sa base sociale.

La division de la terre entre Blancs et Noirs est d'une injustice criante. Cette répartition constitue l'un des traits essentiels de l'Etat rhodésien depuis sa fondation. Le décret de 1930 sur la terre divisait le pays entre zones "blanches" et zones "indigènes". Cette division fut renforcée par le décret de 1969 promulgué par le régime de Smith, qui instaure un système d'allocation de la terre très rigide. Il aboutit à une répartition per capita des terres dans une proportion de 118 à 1 en faveur des Blancs.

En outre, les terres attribuées aux Blancs sont de loin les plus productives. Dans les régions blanches, les investissements d'infrastructure (eau, électricité, routes) sont incomparablement plus élevés que dans les TTL. Les fermiers blancs ont accès facilement au crédit. Ce n'est pas tout. La rapide croissance démographique dans les TTL (3,6% par année) et l'érosion du sol ont créé une rareté des terres arables. La pauvreté et l'arriération des TTL ont obligé une grande partie de la population noire à chercher un emploi ailleurs. Conformément aux plans gouvernementaux, elle constitue un réservoir de main-d'œuvre à bon marché pour le capital local et international. Parmi ces travailleurs, les travailleurs agricoles constituent le contingent le plus exploité. Au nombre de 356 000, ils perçoivent les salaires les plus bas du Zimbabwe et leur revenu, selon les sources officielles, se situent en-dessous du niveau de 1948. En vertu du décret sur les maîtres et les serviteurs, le droit de grève et d'organisation syndicale leur est dénié.

Sous la pression de la crise, le régime de Smith dû amender la législation en vigueur. Les Africains disposent formellement du droit d'acheter de la terre dans les zones blanches. Cette concession a provoqué une crise au sein du parti de Smith. Douze députés de son parti ont démissionné pour former le Rhodésia Action Party (RAP – Parti de l'action rhodésienne). Mais la nouvelle législation, le Land Tenure (Amendment) Act, n'implique aucun changement substantiel, dans la mesure où les Africains ne peuvent réunir le capital nécessaire pour acheter de la terre. Si l'on considère le piteux résultat du RAP lors des dernières élections, il apparaît évident que les électeurs blancs ont mieux compris de quoi il retournait que ceux qui ont créé le RAP.

Malgré des débats très durs parmi les groupes nationalistes, il n'existe pas de différences importantes dans leur programme sur la question agraire. On connaît peu de choses des positions du ZANU, qui possède sa base dans le Mozambique. Connu aussi sous le nom de ZIPA, ce courant du Front patriotique est représenté par Mugabe dans les négociations. On en sait beaucoup plus sur les positions des autres composantes du mouvement nationaliste. Au cours des derniers mois, une large discussion s'est déroulée au Zimbabwe sur la question agraire.

Des séminaires ont été organisés par la Rhodesian National Farmers Union (RNFU), qui représente quelque 6 000 fermiers blancs et par d'autres organisations patronales et professionnelles. Des représentants de l'UANC et de l'ANCZ (6), dirigée par Nkomo, y ont participé. Ils assurèrent les participants à ce séminaire que leur propriété serait sauvegardée sous un gouvernement noir et ils s'affirmèrent en faveur d'un encouragement au secteur privé.

Chinamano, vice-président de l'ANCZ, déclara que seules les terres abandonnées et en friche seraient nationalisées. Chavanduka, de l'UANC, expliqua : "Nous ne nous mêlons pas des grosses fermes." L'UANC, de façon générale, explique que l'économie devrait être fondée sur "ce qu'il y a de meilleur dans le capitalisme". L'ANCZ déclare pour sa part : "Nous ne sommes pas communistes, nous ne sommes pas capitalistes, nous sommes simplement africains." Ces déclarations ne font que confirmer les programmes de ces deux groupes. Refusant la révolution sociale, ils se prononceront en faveur du maintien d'une situation dans laquelle la vaste majorité des masses noires se verraient contraintes de demeurer dans les actuelles TTL et dans les zones noires (achetées par les Africains avant 1969). Dans ces zones, ils envisagent même la transformation de la propriété communale en propriété privée.

C'est pourtant le régime de Smith , ironiquement, et non pas un gouvernement indépendant, qui a mis en place une législation permettant aux Noirs d'acquérir des terres. C'est sous cet angle que les dirigeants nationalistes appréhendent la fonction du fonds de développement en faveur du Zimbabwe. Il devrait fournir les ressources nécessaires à un secteur de la petite bourgeoisie noire pour se constituer en bourgeoisie sur la base de l'appropriation de la terre.

Même si ce fonds a pour fonction de compenser les effets socio-économiques du départ de nombreux Blancs, sa fonction première (comme au Kenya dans les années 60) est de nature politique. Il doit servir à créer la base économique de la future bourgeoisie dépendante du Zimbabwe.

Leur politique en direction des travailleurs agricoles ne promet pas d'être meilleure. Chavanduka a expliqué que les revendications salariales, "si elles visaient trop haut... pourraient provoquer le chômage". Le sort des masses paupérisées du Zimbabwe restera donc inchangé. La déclaration programmatique de l'UANC souligne : "Le droit des personnes à accéder à la propriété de la terre, selon les modalités passées, doit être conservé dans la période à venir, car cela représente un mécanisme de sécurité sociale essentiel pour les paysans." Lors du séminaire du RNFU, Magadzire, un nationaliste qui est vice-président de l'Association des fermiers rhodésiens, affirma : "Le système de libre entreprise dont nous discutons maintenant dépendra de la rapidité avec laquelle sera conclu un réglement politique pacifique."

Ces assurances, ajoutées aux perspectives d'un boom consécutif à l'accord, encourage le RNFU à chercher un accommodement avec les nationalistes africains. D.R. Norman, vice-président du RNFU, déclarait le 18 mai : "C'est dans l'exportation que résident les plus grandes possibilités... et nous savons que nous pouvons produire les marchandises qui sont demandées..." Il ajouta : "Une fois trouvée une solution acceptable dans le domaine constitutionnel, nous deviendrons une zone intéressante pour les investissements étrangers."

L'avenir est sombre

Les dirigeants nationalistes auront des difficultés à appliquer cette politique dans la mesure où la lutte de guérilla se poursuit et vu leurs liens avec les masses africaines exploitées. Une fois au gouvernement, ils devront faire quelques concessions, ou bien ils seront contraints d'utiliser la répression. Ceci donne toute la mesure du rôle que peuvent avoir les troupes rhodésiennes blanches, sans parler des forces de l'ONU, durant la période de transition. En général, les dirigeants des Etats de première ligne en viennent à accepter l'idée d'une force de l'ONU pour maintenir l'ordre. La tournée du Président du Nigéria en Afrique méridionale a permis d'établir un accord sur le futur rôle des forces nigériennes. On se souviendra que ces dernières avaient déjà joué un rôle important dans le cadre de la force de l'ONU au Congo.

De toute façon, un réglement est loin d'être en vue au Zimbabwe. Malgré les concessions américaines au régime de Smith, il y aura une longue période de négociations avant et après d'éventuelles élections, si les choses en arrivaient là. Mais il existe des pressions très fortes des milieux bourgeois au Zimbabwe. Les principales firmes travaillant dans ce pays se révèlent extrêmement pessimistes sur l'avenir qui, selon un homme d'affaires connu, ne peut être stabilisé qu'au travers "d'un accord politique". Le régime de Smith, les négociateurs anglais et américains, les Etats de première ligne et la majorité des dirigeants nationalistes ont en commun de vouloir conclure un accord au détriment des masses noires du Zimbabwe. Mais même si une "solution pacifique" émergeait, il est peu probable que les masses du Zimbabwe se laisseraient frustrer des fruits de leur lutte. A cette étape, il semble que seul un massacre des secteurs les plus avancés du mouvement de libération peut permettre d'imposer un régime néo-colonial. Le mouvement de solidarité avec la lutte des peuples d'Afrique du Sud doit donc rester vigilant.

5 septembre 77.

NOTES

1) Les "consolidated villages" sont composés de populations déracinées provenant de deux ou plusieurs villages "consolidés" en un seul CV. Les "protected villages" (villages protégés) sont entourés d'une palissade. Dans les deux cas, les populations y sont soumises à de sévères réglementations de couvre-feu, évidemment très astreignantes pour les paysans et les bergers; les déplacements y sont strictement contrôlés. Les forces de répression du régime de Smith n'hésitent pas à tirer sur ceux qui enfreignent les réglements des CV et des PV.
2) Voir "Inprecor" n° 63 du 25 novembre 1976, sur les courants du mouvements nationaliste au Zimbabwe.
3) Sithole fut l'un des fondateurs du ZANU qu'il a quitté en 1976. Il prétend toujours être le président légal de cette organisation et il a rassemblé quelques partisans sur cette base.
4) Kitson, qui est officier dans l'armée britannique, a publié plusieurs ouvrages sur la "contre-insurrection" fondés sur son expérience en Malaisie. De nombreuses suggestions de ces ouvrages ont été utilisées par l'impérialisme américain au Vietnam.
5) Les révélations faites récemment par l'Institut catholique des Affaires étrangères sur l'utilisation de la torture par la police rhodésienne a porté un coup sévère à la crédibilité des propositions de Owen et de Young.
6) Pour des raisons légales, la ZANU opère sous le nom d'ANCZ au Zimbabwe.

Bala TAMPOE

Le raz-de-marée UNP

L'article ci-dessous de notre camarade Bala Tampoe avait été rédigé avant que ne se soient produites les graves émeutes antitamoules qui ont pris l'ampleur de véritables pogromes racistes. Nous espérons pouvoir publier dans notre prochain numéro l'analyse de ces pogromes et de leurs conséquences, faite par nos camarades ceylanais.

° ° °

Les élections du 21 juillet 1977 ont totalement modifié les rapports de force électoraux établis lors des élections précédentes, le 27 mai 1970. Le Sri Lanka Freedom Party (SLFP— Parti de la liberté) du premier ministre sortant, Sirinavo Bandaranaike, avait gagné 91 sièges lors des élections de 1970. Cette fois, il n'en obtient que 8 sur les 168 que compte l'Assemblée nationale. En 1970, l'ex-parti trotskyste, le Lanka Sama Samaja Party (LSSP – Parti de l'égalité) et le Parti communiste avaient obtenu respectivement 19 et 6 sièges. Ils étaient entrés dans la coalition gouvernementale de Bandaranaike, le Front uni. Ils ont perdu tous leurs sièges lors de ces dernières élections et ne possèdent donc aucun représentant au Parlement.

Par contre, le conservateur United National Party (UNP— Parti de l'unité nationale) – qui avait été chassé du pouvoir à la suite du vote massif en faveur des partis du Front uni en 1970 et ne conservait alors que 17 sièges au Parlement – prend en mains les rênes gouvernementales. Il a obtenu cette fois le vote le plus important de toute l'histoire parlementaire du pays : 139 sièges. De plus, il est certain de gagner la bataille électorale qui doit encore se dérouler dans une circonscription. Dès lors, l'UNP détient une hégémonie complète sur le plan parlementaire. En outre, il contrôle l'appareil d'Etat.

La nouvelle Assemblée nationale est donc débarrassée de la pseudo-majorité de gauche et se trouve complètement dominée par la droite, non seulement du côté du gouvernement, mais aussi du côté de l'opposition.

Alors que le dirigeant de l'UNP, J.R. Jayawardene réclamait la charge de premier ministre de tout Ceylan, le Tamil United Liberation Front (TULF) – Front uni de libération tamoul) revendiquait le droit d'établir un Etat séparé du Tamil Eelam (le Ceylan tamoul) pour les Tamouls, dans les provinces du nord et de l'est. Le Federal Party (Parti fédéraliste) et le Tamil Congress (le Parti tamoul du Congrès), qui forment le TULF, s'adjugèrent les 14 sièges dans les provinces du nord, rassemblant 68,5% du total des votes et écrasant l'UNP, le SLFP et le LSSP dans toutes les confrontations. Néanmoins, dans les provinces de l'est, le TULF ne put s'assurer que 3 sièges sur 10, les 7 autres allant à l'UNP.

Avec 17 sièges, le TULF représente le deuxième parti de l'Assemblée. Il décida de jouer le rôle de parti d'opposition dans la nouvelle assemblée. Le leader du Parti fédéral, Amirthaligam, fut élu dirigeant de l'opposition. Ainsi, le nouveau premier ministre est-il contraint de répondre aux revendications politiques essentielles du peuple tamoul s'il veut éviter des heurts importants aussi bien au Parlement que dans le pays et spécialement dans le nord sur la question de l'Etat tamoul séparé. Bandaranaike, pour sa part, se trouve dans la situation délicate de voir l'opposition dirigée par un leader tamoul. Dès lors, son parti a décidé de fonctionner comme un groupe à part dans l'opposition.

Une analyse des résultats permet de dégager des lignes de force intéressantes. L'UNP gagne un peu moins de 3 millions de voix sur un total de 5,7 millions, soit 52%. Le SLFP obtient un peu plus de 1,7 millions de voix, soit 30%. Le United Left Front (ULF – Front de la gauche unie) — composé du LSSP, du PC et d'un groupe ayant scissionné du SLFP – réunit un peu plus de 400 000 voix, soit environ 7%.

Dans les provinces du nord, le TULF obtient 68% des suffrages (sur un total de 400 000), l'UNP 7,8%, le SLFP 1,4% et l'ULF un peu moins de 1%. Dans les huit autres provinces du pays, l'UNP réunit 55% des suffrages, le SLFP 32,3% et l'ULF 7,5%. Dans les provinces de l'est qui possèdent une population composite (300 000 Tamouls, plus de 245 000 musulmans de langue tamoule et 167 000 Cinghalais, la majorité de la population de Ceylan est cinghalaise, l'UNP rassembla 41,6% des votes, le TULF 31,4%, le SLFP 24,1% et l'ULF 2,4%.

Dans les provinces de l'ouest, la partie de Sri Lanka la plus peuplée et la plus urbanisée, où se trouve la capitale Colombo, l'UNP obtient 942 000 voix, le SLFP 541 000 et l'ULF 138 000, respectivement les pourcentages s'élèvent à

56,8%, 32,6% et 8,3%. Dans les autres provinces – du centre, du sud, du centre-nord, Uva (centre-est) et Sabaragamuwa (entre l'ouest et le centre) – où la population cinghalaise prédomine, l'UNP réunit respectivement 55,2%, 54,9%, 56,8%, 54,9%, 58,8%, et 54,3% des suffrages. Ainsi, on constate un déplacement quasiment homogène en faveur de l'UNP dans l'ensemble des provinces. Dans ces provinces, le SLFP totalise 33,4%, 29 %, 35 %, 40%, 37,6% et 30 % des votes. L'ULF n'obtint que 1,2% des suffrages dans la province du centre, 4,3% dans celle du nord-ouest, 3,6% dans celle du centre-nord et 1,9% dans l'Uva. Dans la province du sud où le PC avait obtenu 4 sièges lors des élections précédentes et le LSSP 3 (sur un total de 21), l'ULF totalise 13,3% contre 29% pour le SLFP. Dans la province de Sabaragamuwa, où se trouvent quelques bastions du LSSP – y compris la circonscription contrôlée par N.M. Perera, un dirigeant central du Parti – et où le LSSP disposait de 5 sièges et le PC d'un (sur un total de 17), il n'obtient cette fois que 14,7% des voix. Par contre, le SLFP s'en adjuge 30%. Dans la province du sud, dans celle de Sabaragamuwa, comme dans la province d'Uva, l'UNP remporta tous les sièges, avec plus de voix que ceux réunis par le SLFP et l'ULF, ceci dans 48 circonscriptions sur les 50 que comportent ces trois provinces.

Dans les provinces de l'ouest, dans lesquelles le LSSP comptait précédemment 10 sièges sur un total de 36, non seulement il les perdit tous en faveur de l'UNP, mais il passa en troisième position derrière le SLFP. L'ancien ministre du PC, Keuneman, perdit son siège dans la circonscription de Colombo-centre (qui dipose de 3 sièges), alors qu'il a été élu sans interruption depuis 1947. Il passe au 5ème rang. Le candidat du SLFP obtient la troisième place et gagne un siège. Subasinghe, un ancien ministre du SLFP, qui quitta le gouvernement SLFP au dernier moment pour devenir un dirigeant de l'ULF, passe de même au 3ème rang dans la circonscription qu'il contrôlait, alors que le candidat du SLFP se trouve en seconde position derrière celui de l'UNP.

Les élections indiquent clairement que la polarisation parmi les masses (à l'exception de la province du nord et dans une certaine mesure dans celle de l'est) se fit entre l'UNP et le SLFP. Leurs candidats apparaissaient comme crédibles sur le plan gouvernemental. Bien que l'ULF ait présenté 130 candidats, seulement ceux qui détenaient un siège précédemment affirmaient une certaine crédibilité face à ceux de l'UNP.

Comme les résultats l'indiquent, dans de nombreuses circonscriptions, même les candidats du SLFP étaient acceptés comme une alternative crédible face à l'UNP. La dénonciation effectuée par les leaders de l'ULF de J.R. Jayawardene comme "fasciste" et de Bandaranaike comme la dirigeante de "l'aile réactionnaire droitière du SLFP", ainsi que leur bavardage futile sur le "socialisme", n'eut aucune prise sur les masses.

Dans un contexte de polarisation extrême entre l'UNP et le SLFP, les candidats présentés par l'Anti Capitalist United Front (ACUF – Front uni anticapitaliste) – qui était composé du Revolutionary Marxist Party (RMP), section de la IVème Internationale et du Ceylon Mercantile Union (CMU) – comme ceux présentés par le Janatha Vimukti Peramuna (JVP – Front de libération du peuple), ne purent développer une influence significative sur la masse des électeurs. Ils ne réunirent que quelques centaines de suffrages dans chacune des circonscriptions où ils se présentaient. Les candidats du RMP/CMU n'ont totalisé que 1 055 voix dans les quatre circonscriptions où ils se présentèrent à Colombo et dans les environs. Le JVP se présenta dans deux circonscriptions dans la province du sud et aussi dans la province du centre-nord. Dans ces régions où il disposait d'une influence considérable antérieurement à l'interdiction de 1971, il ne totalise que 3 443 suffrages dans ces deux provinces. La Revolutionary Communist League (RCL – Ligue communiste révolutionnaire) qui se rattache au courant de Healy, présenta des candidats dans six provinces différentes. Ils ne totalisèrent que 1283 voix.

Le déplacement des électeurs du SLFP et de ses anciens alliés de "gauche" en direction de l'UNP fut indiscutablement le produit des expériences amères faites depuis 1970 par les masses sous le gouvernement de Front uni. La perte de voix qu'ont enregistrée les partis de la "gauche traditionnelle" est due aux désillusions provoquées par leur politique de "voie parlementaire" au socialisme. Cette fois-ci, les masses les ont laissé s'ensabler sur cette "voie". Il n'est pas nécessaire de faire un long discours sur le SLFP.

Sa politique de brutale répression, sa responsabilité dans le développement d'une inflation galopante, le chômage massif, une corruption sans précédent, le népotisme expliquent que les électeurs se soient détournés de ce parti. La rupture du Front uni avant les élections et le fait que le SLFP et l'ULF non seulement se concurrençaient mais aussi se dénonçaient dans de nombreuses circonscriptions ne firent qu'accroître la méfiance des masses envers ces deux formations.

La large majorité des nouveaux électeurs qui représentent plus d'un million, vota pour l'UNP. Il ne fait aussi aucun doute que la majorité de la classe ouvrière, polarisée entre l'UNP et le SLFP, se prononça en faveur de l'UNP. En ce qui concerne la minorité parlant tamoul, les musulmans et les travailleurs des plantations d'origine indienne – qui ont obtenus les droits civiques – les résultats montrent que la majorité d'entre eux s'est prononcée pour l'UNP, à l'exception de la province du nord et dans une certaine mesure de la province de l'est.

La victoire électorale de l'UNP est premièrement le fruit des désillusions et de la méfiance parmi des secteurs entiers de la population envers la capacité du SLFP – qu'il soit seul ou en alliance avec les autres partis de "gauche" – de résoudre un seul des problèmes qui se posent actuellement aux masses au Sri Lanka. De plus, cela traduit aussi un certain espoir des masses que l'UNP pourrait faire mieux. Dans ces circonstances, le flot des suffrages qui se sont dirigés vers l'UNP porte avec lui les éléments de possibles mobilisations si ces espoirs étaient déçus.

Dans cette situation, l'élimination des partis de "gauche" traditionnels du Parlement suscite quelques soucis parmi les leaders de l'UNP, puisque toute mobilisation extra-parlementaire ne trouvera plus une soupape de sécurité dans l'institution parlementaire.

 Directeur de publication: Jean-François Godchau Imprimerie Rotographie, Montreuil No. de com. par.: 59117